Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements **généraux**

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DE CRÉDITS 2023-2024 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1 Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2022-2023 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
 - g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes:
 - résultats obtenus à ce jour;
 - i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- 3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le but visé par chaque dépense;
 - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement:
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'évènements, ventilépar type d'évènement;.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- i) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

- 5 La liste des dépenses en formation de communication :
 - Organisée par le ministère ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat:
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

- Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
 - a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
 - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023
- 10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
 - a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totauls réeles pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.

- De façon séparée et disctincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:
 - a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) les distributeurs d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
- De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilépar mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
 - a) le coût des contrats téléphoniques;
 - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
 - f) les coûts d'acquisition des appareils;
 - g) le coût d'utilisation des appareils;
 - h) les noms des fournisseurs;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
- 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
 - a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
 - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
 - h) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
 - i) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
 - j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
 - k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la

- tâche qu'ils ont accomplie.
- I) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 ·
 - a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :
 - a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) le coût total de ladite location;
 - d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - e) la durée du bail;
 - f) le propriétaire de l'espace loué;
 - g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résilisation;
 - h) la superficie totale réellement occupée;
 - i) la superficie inoccupée;
 - i) le coût de location au mètre carré;
 - k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :
 - a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel:
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
 - a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts:
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :
 - a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) la masse salariale totale par cabinet;
 - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève:
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023.
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées: Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

- Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2023-2024.
- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiguant :
 - a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :
 - a) le coût de chacun:
 - b) le fournisseur:
 - c) la nature du service:
 - d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

- Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - h) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - i) le responsable du contenu sur le site.
- Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
 - a) les régons et les villes visitées;
 - b) les personnes rencontrées;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

- La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023:
 - a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
- Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
- Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
- Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
- Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
 - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations profesionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
- Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
 - a) La date;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.
- Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
 - a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
- Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

- 46 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :
 - a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023:
 - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
- Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;
- Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: h) Plan d'action de développement durable.
- Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :
 - a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
 - d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
 - e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
- 52 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
- Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :
 - a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
- Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
 - a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
- Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
- Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
- Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sousministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions:
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
- La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
- NR27 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avanacement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre Mesures pour certains secteurs prioritaires.
- NR33 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avanacement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.

- NR37 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avanacement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.
- NR39 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismecontenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avanacement de la mesure : p) Plan d'action gouvernementalen matière d'action communautaire.
- NR73 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismecontenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avanacement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2022 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp

- 2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023.
- 19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

- 21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- 22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
- 29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
- 30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
- 32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
- 37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- 38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
- 39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
- 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
- 50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
- 59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de Covid-19.
- 60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
- 65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

L'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/contrats-engagements-financiers

- 7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
- 8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.) pour 2022-2023.
- 54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
 - a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
- 55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
 - a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
- 57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
- 58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir les dits contrats le cas échéant.
- 62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
- 66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2022-2023 du Ministère.

- 31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
- 49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
- 63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
- 67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023.

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiller en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18 NR19	QS-16 QS-25	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15 Répondue par la réponse à la question 38
NR19 NR20	QS-25 QS-26	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans. Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 38 Répondue par la réponse à la question 13i
NR20 NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été trailés à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures cibiées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

# demande	# demande		
non-répondue NR	initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-640	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

	# demande		
# demande non-répondue NR	initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64II	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : II) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w/) Stratégie maritime 2015-2030.	durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	, v
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'éqard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre:

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Exposé et statistiques :

Les informations sont fournies aux annexes.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp.

L'information relative au montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage est incluse dans la réponse à la question 45.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux

Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale

VALIDATION: SOF

DATE: 23 mars 2023

RG-01 - ANNEXE 1

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2022 au 31 mars 2023

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2022-05-31	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale du Conseil canadien des	Halifax		
2022-06-02	directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Nouvelle-Écosse Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre		
			Jennifer Fortin	
			Direction des relations intergouvernementale et des mandats spéciaux	
2022-10-03	Conférence annuelle de la CACLA (Canadian Association of Corporate Law Administrators)	Halifax Nouvelle-Écosse	Yves Pepin	5 408,37 \$
2022-10-06			Registraire des entreprises	
			Louis Larochelle-Prégent	
			Service du soutien et expertise juridique	
2022-11-21	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale du Conseil canadien des	Ottawa	Nathalie Vallières	2 206,18 \$
2022-11-24	directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Ontario	Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main- d'œuvre	
			Jennifer Fortin	
			Direction des relations intergouvernementale et des mandats spéciaux	

RG-01 - ANNEXE 1

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Missions intergouvernementales canadiennes – 1er avril 2022 au 31 mars 2023

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2022-11-21 2022-11-22	Rencontre des sous-ministres des provinces et des territoires du Forum des ministres du marché du travail (FMMT) et rencontre des sous-ministres du fédéral, des provinces et des territoires du FMMT	Ottawa Ontario	Annick Laberge Bureau de la sous-ministre Francis Gauthier Secteur de la Solidarité sociale et de l'Assurance parentale Éric Vignola Direction des relations intergouvernementales et des mandats spéciaux	1 190,69 \$

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Missions internationales – 1er avril 2022 au 31 mars 2023

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
2022-05-14	Conférence annuelle de l'International Association of Commercial	Phoenix (Arizona)	Yves Pepin	6 423,70 \$
2022-05-19	Administrators (IACA)	États-Unis	Registraire des entreprises	
			Louis Larochelle-Prégent	
			Service du soutien et expertise juridique	
2022-06-08	Prise en charge du volet technique dans le cadre la conférence de presse Patrouille nautique du ministère de la Sécurité publique donnée par la ministre, M ^{me} Geneviève Guilbault. Le volet audiovisuel a été	Hogansburg (New York)	Michel Guimond	0,00 \$
2022-06-09		États-Unis	Daniel Vandal	
	réalisé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Le Service d'exposition et de production audiovisuelle (SEPA), qui fait partie du Centre interministériel de services partagés (CISP) du MESS, fournit des services logistiques et techniques en événementiel (conférences de presse, commissions d'enquête, colloques, salons, etc.) à tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec.		Direction des communications numériques et audiovisuelles	
	Note : Toutes les dépenses ont été facturées.			
2022-11-14	Participation au 1 ^{er} Forum des registres de commerce et des entreprises	Djerba	Yves Pepin	4 181,39 \$
2022-11-22	des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.	Tunisie	Registraire des entreprises	
	Rencontres avec des registraires de la France ayant déjà mis en place des obligations de transparence pour leurs entreprises immatriculées.	Paris France		

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Missions internationales – 1er avril 2022 au 31 mars 2023

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coût total du déplacement
	Note : Une partie des frais, soit l'hébergement et les repas, ont été pris en charge par le Centre national du registre des entreprises de Tunisie lors de la participation au Forum.			
2022-12-07 2022-12-12	Participation à la 26 ^e édition de la mission de recrutement Journées Québec-France organisée par le ministère de l'Immigration, de la	Paris France	Gabrielle Nicole Élodia Matteau	7 626,16 \$
	Francisation et de l'Intégration avec la collaboration de ses partenaires non gouvernementaux, soit Québec International, Montréal International et la Société de développement économique de Drummondville.		Direction de l'analyse et l'information sur le marché du travail	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre:

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a. la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- b. les noms des firmes de publicité retenues;
- c. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d. le but visé par chaque dépense;
- e. dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes.

Exposé et statistiques :

À l'exception des dépenses de commandites, l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24):

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/depenses-ministere

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Vous trouverez ci-après les dépenses de commandites du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

Bénéficiaire	Dépense
Association canadienne d'éducation des adultes des	
universités de langue française	1 500,00 \$
3 ^e Sommet de l'immigration au Québec (Immigrant	
Québec)	10 000,00 \$
	4 = 00 00 0
Association des économistes québécois (ASDEQ)	4 500,00 \$
Congrès conjoint de la TRÉAQ-CPFGPE 2022 (Agora	
Opus3)	5 000,00 \$
Forum des dirigeants d'entreprises internationales au	
Québec 2022 (Le Groupe CAI Global inc.)	9 000,00 \$
Colloque CRIMT 2022 (Université de Montréal)	500,00 \$

SOURCE: Direction générale des communications

COLLABORATION: SCPMT, SSSAP

VALIDATION: DGRFC DATE: 21 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre:

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'évènements, ventilé par type d'évènement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- i) les sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

ANNONCES PUBLIQUES

Exposé et statistiques :

- Toutes les annonces publiques ont été organisées pour faire connaître les programmes, mesures et services offerts aux individus et aux entreprises par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 - (Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 1^{er} avril au 20 octobre 2022)
- Le Centre interministériel de Services partagés d'Exposition et de Production Audiovisuelle (SEPA) est le fournisseur privilégié pour toute activité.

Annonces Volet Emploi				
Date	Événement	Fournisseur	Coût	
	Annonce – Investissement pour la création d'emplois	Logistique : SEPA	3 171,16 \$	
4 avril	destinés aux personnes handicapées en	Photographe : Josée Lecompte	451,50 \$	
	Montérégie (entreprise adaptée)	Total:	3 622,66 \$	
	Annonce – Investissement pour former des	Logistique : SEPA	3 267,52 \$	
8 avril	travailleuses et des travailleurs dans le domaine	Jonathan Julien (Photographe)	435,80 \$	
	de la Carrosserie	Total:	3 703,32 \$	

23 février	travailleuses et travailleurs en soudure robotisée	Total : Sous-total annonces	2 621,78
22 fávoir	Annonce – Investissement pour former des	Logistique : SEPA	2 621,78
16 février	progression carrière Maritime	Total:	2 229,58
16.67	Annonce – Financement	Logistique : SEPA	2 229,58
	dans le secteur ferroviaire – Sept-Îles	Total:	8 685,68
24 janvier	pour former des travailleuses et travailleurs	Photographe : Groupe North Shore inc.	1 485,00
	Visite Côte-Nord – Annonce – Investissement	Logistique : SEPA	7 200,68
5 décembre	pour former des travailleuses et travailleurs dans le secteur de l'usinage	Total:	1 146,17
	Annonce – Investissement	Logistique : SEPA	1 146,17
	Annonce – Investissement pour former des travailleuses et travailleurs des métiers de l'eau	Total:	4 897,82
17 mai		Photographe Daniel Jalbert	187,50
		Location de salle : Delta Trois- Rivières	1 275,00
	истопринис	Logistique : SEPA	3 435,32
16 mai	Communiqué formation d'employés spécialisés en aérospatiale	Total:	397,50
	Visite Bell Textron –	Photographe : Josée Lecompte	397,50
	(NEEF) du Saguenay–Lac- Saint-Jean et du Nord-du- Québec	Total:	4 570,19
13 mai	jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation	Jeannot Lévesque photographe inc.	580,00
	Annonce – Investissement pour l'intégration au marché du travail des	Logistique : SEPA - LSM	3 990,19
22 avril	Québec (CDRHPNQ) pour l'embauche d'agents de liaison au développement de la main-d'œuvre – Pikogan, Abitibi-Témiscamingue	Total:	7 898,49
	ressources humaines des Premières Nations du	Photographe : Christian Leduc	722,50
	Commission de développement des	Logistique : SEPA	7 175,99
	Québec –Annulé Annonce – Soutien à la	Total:	3 946,72
	(NEEF) du Saguenay-Lac- Saint-Jean et du Nord-du-	Jeannot Lévesque photographe inc.	330,00
19 avril	pour l'intégration au marché du travail des jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation	Logistique : SEPA	3 616,72

Date	Événement	Fournisseur	Coût
		Logistique : SEPA	5 290,00 \$
	Annonce – Lancement du	Julien Cadena (Photographe)	465,00 \$
14 mai	Plan d'action gouvernemental en matière	Impression d'un panneau lutrin : Graphica impression inc.	48,18 \$
	d'action communautaire 2022-2027	Copies imprimées du PAGAC : Production J.G. inc	684,09 \$
		Total:	6 487,27 \$
		Logistique : SEPA	3 295,42 \$
11 décembre	Annonce – Financement supplémentaires pour mieux soutenir les banques alimentaires	Simon Rancourt artiste photographe	425,00 \$
11 decembre		Impression d'un panneau lutrin : Graphica impression inc.	51,75 \$
		Total:	3 772,17 \$
	Visite Montérégie – Annonce – Soutien supplémentaire aux Alliances pour la solidarité	Logistique : SEPA- Solotech	2 725,50 \$
		Photographe : Remy Boily	325,00 \$
30 janvier		Impression d'un panneau lutrin : Graphica impression inc.	52,20 \$
		Total:	3 102,70 \$
	Amono Eigeneent	Logistique : SEPA	3 529,73 \$
	Annonce – Financement aux organismes	Martine Lavoie (photographe)	500,00 \$
6 février	communautaires qui soutiennent les	Impression d'un panneau lutrin : Production J.G. inc.	135,75 \$
	nouveaux arrivants	Total:	4 165,48 \$
	1	Sous-total annonces Volet Solidarité sociale et Action communautaire :	17 527,62 \$
DÉDENCES	TOTALES PAYÉES AU 28 I	•	61 247,53 \$

AUTRES ÉVÉNEMENTS

Cérémonie de remise des Prix Hommage Bénévolat-Québec (25° édition)

26 avril 2022

Restaurant le Parlementaire à l'hôtel du Parlement de Québec

108 personnes présentes

Instaurés en 1998, les prix Hommage bénévolat-Québec récompensent les efforts de citoyennes et de citoyens engagés dans leur communauté ainsi que l'action d'organismes qui font la promotion de l'engagement bénévole.

Action	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Location de salle, repas, cocktail, logistique (son, éclairage, etc.)	Assemblée nationale du Québec	Gré à gré	13 365,93 \$
Photographe	Louise Leblanc	Gré à gré	725,00 \$
Trophées (42)	Boutique des métiers d'art du Québec	Gré à gré	12 810,00 \$
Certificats (17)	Les Copies de la Capitale	Gré à gré	69,24 \$
Certificats (199)	Les Copies de la Capitale	Gré à gré	99,18 \$
Hébergement	Hôtel Palace Royal inc.	Appel d'offres sur invitation	6 940,01 \$
Allocations de transport aux invités	Multiple	Gré à gré	13 809,49 \$
Transport collectif	Autobus Laval	Gré à gré	475,00 \$
Affiches de signalisation	Groupe ETR	Gré à gré	145,04 \$
Dessert 25 ^e édition	Champagne Chocolatier	Gré à gré	495,00 \$
DÉPENSES TOTALES P	AYÉES AU 28 FÉVRIER 20	023	48 933,89 \$

Gala Entraide

7 avril 2022

Cérémonie virtuelle

90 personnes présentes

Cette cérémonie a deux objectifs :

- Dévoiler le montant amassé lors de la campagne nationale d'Entraide 2021;
- Souligner le dévouement des artisanes et des artisans des campagnes 2021.

	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Production d'une vidéo	SEPA		353,00 \$
Trophées (6)	Serge Roy / sculpteur	Gré à gré	900,00\$
Plaques pour trophées	Publicité Méritas	Gré à gré	124,25 \$
Certificats et mentions spéciales (28)	Copies de la Capitale	Gré à gré	59,83 \$
Cadres et protection pour Mentions spéciales	Omer DeSerres	Gré à gré	75,95 \$
Prestation musicale	Jordane Labrie (Auteure- compositrice-interprète)	Gré à gré	1 000,00 \$
DÉPENSES TOTALES	2 513,03 \$		

Rencontre 25e anniversaire de la Commission des partenaires du marché du travail

13 décembre 2022

Hôtel Courtyard Montréal-Brossard

276 personnes présentes

175 personnes présentes en virtuel

Souligner la contribution des partenaires dans la recherche de solutions pour relever les défis du marché du travail d'aujourd'hui et de demain.

Souligner le 25^e anniversaire de la Commission des partenaires du marché du travail avec des ateliers de travail.

Action	Fournisseur	Mode d'octroi du contrat	Coût
Logistique (son, éclairage, etc.)	Duoson multimedia	Gré à gré	6 877,70 \$
Location de salle	Hôtel Courtyard Montréal-Brossard	Gré à gré	3 000,00 \$
Repas (petit-déjeuner; dîner; collations; breuvages et service)	Hôtel Courtyard Montréal-Brossard	Gré à gré	18 083,51 \$
DÉPENSES TOTALE	S PAYÉES AU 28 FÉVR	IER 2023	27 961,21 \$

SOURCE : Direction générale des communications

COLLABORATIONS: Secrétariat de la Commission des partenaires du marché

du travail / Secteur de la Solidarité sociale et de l'Action

communautaire

VALIDATION:

DATE: 24 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre:

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et la liste des formations ventilées par catégories.

Exposé et statistiques				
Aucune dépense de formation en communication en 2022-2023.				

SOURCE : Direction générale des communications

COLLABORATION: Tous les BSMA du Ministère, BSM, SCPMT et CGAP

VALIDATION: DGRFC DATE: 16 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre:

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel entre 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

SOURCE: DGRFC-DGCA COLLABORATION: VALIDATION:

DATE: 2023-03-20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

	Contrats octroyés				
#	Fournisseur	Montant contrat	Description		
1.	Accent formation	5 580,00 \$	Formation Améliorer son style - Simplifier ses phrases		
2.	Accès communications	7 197,60 \$	Services de communications et accessoires		
3.	Accès communications	16 560,00 \$	Services de communications et accessoires		
4.	Acti-Com	13 860,00 \$	Formation d'écriture stratégique		
5.	Agence de sécurité G.P. s.e.n.c.	9 331,00 \$	Agence de sécurité - Bureau de Services Québec à Saint- Georges		
6.	Air Liaison inc.	8 000,00 \$	Service aérien		
7.	Alt Hotel Montréal	11 720,00 \$	Location de salle de réunion et service de traiteur		
8.	Apple Canada inc.	8 298,00 \$	Acquisition de MacBook Pro 16 po - Gris cosmique		
9.	Apple Canada inc.	8 298,00 \$	Acquisition de MacBookPro 16 po Gris Cosmique		
10.	Apy Mtl inc.	9 900,00 \$	Équipements audiovisuels		
11.	Apy Mtl inc.	7 738,97 \$	Acquisition de matériel de tournage vidéo		
12.	Audet, Cendrine	16 200,00 \$	Mandats en révision linguistique réalisés en dehors des heures normales de bureau et urgences (soir, fin de semaine et jour férié) (VOLET B)		
13.	Boutiques Métiers d'art du Québec	12 810,00 \$	Production de statuettes des prix Hommage bénévolat- Québec		
14.	C.E.V. inc.	13 805,00 \$	Achat de matériel audiovisuel		
15.	Camiq inc.	8 300,00 \$	Formation en communication interpersonnelle		
16.	Cargair Itée	5 051,40 \$	Service aérien		
17.	Cellebrite Inc.	5 865,00 \$	Logiciel d'analyse des preuves téléphoniques		
18.	Centre d'ordinateurs S.T.O. inc.	8 848,10 \$	Acquisition de portables pour la salle Wilder		
19.	CNW Group ltd.	10 025,23 \$	Contrat d'abonnement et de licence Eureka		
20.	Cogir Humaniti Montréal Hôtel, société en commandite	15 996,44 \$	Services d'hébergement de location de salles et de restauration pour rencontre des membres des Conseils		
21.	Compagnie de Sécurité Côté (CSC)	12 995,00 \$	Système anti-agression		
22.	Conference Board of Canada	21 600,00 \$	Mise à jour du bloc entrées-sorties de prévision économique d'Emploi-Québec		
23.	Conference Board of Canada	19 995,00 \$	Renouvellement abonnement CBOC E-library		

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

	Contrats octroyés			
#	Fournisseur	Montant contrat	Description	
24.	Conference Board of Canada	7 310,00 \$	Abonnement E-Data du CBOC	
25.	Coop Zone	7 698,00 \$	Acquisition de 2 portables MacBook Pro pour les graphistes	
26.	Déménagement P.R.M.	5 885,00 \$	Service de déménagement	
27.	Denis, Jean-Charles	18 415,00 \$	Rédaction et mise à jour de descriptions d'emploi en gestion pour les nouvelles unités administratives	
28.	Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	20 371,00 \$	Hampe de base et de drapeau de table	
29.	EBSCO Canada Itée	12 555,00 \$	Abonnement à la base de données CAB Abstracts	
30.	EBSCO Canada Itée	7 342,00 \$	Abonnement à la base de données Political Science Complete	
31.	EBSCO Canada Itée	16 223,00 \$	Abonnement à la base de données Business Source Premier	
32.	Éco Entreprises Québec	7 972,90 \$	Contribution annuelle pour financement du Fond vert	
33.	Édifice 500 Grande-Allée Est inc.	24 500,00 \$	Travaux de peinture; remplacement du couvre-sol et travaux d'électricité	
34.	Édifice 500 Grande-Allée Est inc.	10 123,41 \$	Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien	
35.	Éducaloi	20 475,00 \$	Accompagnement-conseil pour la production de capsule(s) vidéo destinée(s) aux demandeurs d'asile	
36.	Enveloppe Laurentide inc.	13 050,00 \$	Impression d'enveloppes à fenêtre avec port payé	
37.	Erickson Québec	8 690,00 \$	Formation auprès des gestionnaires de la Direction régionale de Services Québec	
38.	Formation Qualitemps inc.	5 500,00 \$	Formation Gestion du temps et collaboration efficace à l'ère numérique avec la méthode Qualitemps	
39.	Gaby Da Silva Coaching	8 400,00 \$	Formation Leader coach	
40.	Garnier, Frédérique	15 000,00 \$	Ancrage stratégique et accompagnement de gestion	
41.	Gestimroc inc	11 990,00 \$	Rédaction de descriptions d'emploi pour le personnel professionnel exerçant un rôle de chef de division	
42.	Gestion Licorne inc.	10 260,00 \$	Impression du formulaire SR-2204-F	
43.	Gestion Licorne inc.	21 350,00 \$	Impression du formulaire "Lease of a Dwelling"	
44.	Gestion Licorne inc.	9 750,00 \$	Impression de la Trousse Naissance	
45.	Gestion Licorne inc.	10 342,50 \$	Impression de la Trousse Décès	
46.	Gestion Licorne inc.	6 390,00 \$	Services d'impressions pour le formulaire 010	
47.	Gosselin Photo Vidéo inc.	9 791,00 \$	Matériel audiovisuel	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

	Contrats octroyés						
#	# Fournisseur Montant contrat Description						
48.	Graphica impression inc.	8 591,96 \$	Impression de la mise à jour no.163 des Normes d'ouvrages routiers				
49.	Groupe Conseil CLE	15 000,00 \$	Formations sur la gestion des relations dans les milieux de travail				
50.	Groupe Magnitude inc.	6 469,15 \$	Impression pour le Programme Revenu de base				
51.	Groupe Magnitude inc.	9 745,00 \$	Service d'impression de chemises de changement de nom et changement de la mention du sexe				
52.	Hôtel Palace Royal inc.	12 455,00 \$	Réservation d'hôtel pour les remises de prix aux bénévoles et organismes - Hommage Bénévolat Québec, 2022				
53.	Impression Numérix inc.	10 615,00 \$	Impression du dépliant Indexation 2023 du Programme d'aide sociale et Programme Objectif emploi				
54.	Impressions Stampa inc.	19 200,03 \$	Impression et assemblage de la « Mise à jour 166 des Normes d'ouvrages routiers modifiant le tome V -				
55.	Ineo inc.	8 500,00 \$	Services spécialisés en exposition pour deux salons au Stade Olympique				
56.	Insum Solutions inc.	10 000,00 \$	Formation Oracle Apex				
57.	International Air Transport Association	5 275,00 \$	Location de la salle et service de traiteur pour la rencontre de CSMO				
58.	Les Entreprises Svoboda M. V. inc.	11 000,00 \$	Renouvellement à Indicateur des projets au Québec				
59.	LifeSpeak inc.	24 000,00 \$	Plateforme de prévention en santé et mieux-être (Programme LifeSpeak)				
60.	Lord, Lynn (autres services aux entreprises)	7 500,00 \$	Rédaction et mise à jour des questionnaires d'analyse d'emploi d'encadrement (QAEE) de la DGST				
61.	Marquis Imprimeur inc.	14 250,00 \$	Impression de la Convention collective des ouvriers 2020- 2023				
62.	Marquis Imprimeur inc.	5 800,00 \$	Impression du guide "What to do in the event of death" - 2023 Edition PSQ-122A (2022-12)				
63.	Mels Studios et Postproduction S.E.N.C.	19 560,00 \$	Matériel de Sonorisation pour évènements audiovisuels				
64.	Miyagi inc.	23 800,00 \$	Refonte des outils de compagnonnage				
65.	Mobilier de Bureau MBH inc.	7 500,00 \$	Acquisition de mobilier de travail				
66.	MonAvenirTI	5 000,00 \$	Adhésion association professionnel - Mon avenir TI				
67.	Musique Gagné inc.	7 787,82 \$	Achat de matériel de sonorisation				
68.	Musique Gagné inc.	10 520,24 \$	Achat micros et équipement				
69.	Nimble Information Strategies inc.	9 541,00 \$	Inspection et entretien préventifs de numériseurs				
70.	Norbec Communication	8 665,00 \$	Matériel audiovisuel (trépieds)				
71.	Nuix USG Inc.	8 320,00 \$	Formation en ligne				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-06_ANNEXE 1

1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

	Contrats octroyés					
#	Fournisseur	Montant contrat	Description			
72.	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	18 000,00 \$	Inscription au congrès de l'Ordre des conseillers en RH agréés (CRHA)			
73.	Pitney Bowes du Canada Itée	8 055,72 \$	Location d'appareil d'affranchissement			
74.	Proquest LLC	9 409,25 \$	Abonnement à la base de données Proquest Dissertations & Theses			
75.	QuébecMATIC Gestion de files d'attente ltée	10 699,85 \$	Installation et Équipements pour la gestion des files d'attente			
76.	Salon du livre de Montréal inc.	6 052,00 \$	Participation au Salon du livre Montréal afin de faire connaître les publications et l'organisation - Publications			
77.	Segma Recherche	20 000,00 \$	Sondage qualité des services			
78.	Septembre éditeur inc.	11 550,00 \$	Refonte du document - Bien se connaître			
79.	Service-conseil CM (Markey, Corine)	6 050,00 \$	Formation Technique de communication			
80.	Services-conseils Premier continuum inc.	19 250,00 \$	Soutien à la mise en place d'un programme de gestion de l continuité des activités			
81.	Tact intelligence-conseil inc.	15 000,00 \$	Réaliser un sondage sur l'appropriation et l'adhésion à la stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des			
82.	Terranova Worldwide corporation	20 000,00 \$	Outil de simulation d'hameçonnage			
83.	Traducteurs unis, Les	16 200,00 \$	Mandats en révision linguistique réalisés en dehors des heures normales de bureau et urgences (soir, fin de semaine et jour férié)			
84.	Traductions Waterhouse inc.,	23 001,30 \$	Services de traduction du français vers l'anglais			
85.	Uline	5 775,79 \$	Acquisition de 8 systèmes "Prenez un numéro" et 11 télécommandes sans-fil			
otal		1 005 497,66 \$				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre:

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière:
- g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les soustraitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Exposé et statistiques :

m) Une pénalité a été appliquée en 2022-2023 à la Société conseil groupe LGS dans le cadre du projet Gestion des demandes de soutien financier du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca.

SOURCE: DBP

COLLABORATION: DGRFC-SCRFI **VALIDATION**: DGRFC-SCRFI **DATE**: 2023-03-14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre: Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir:

- a. les coûts estimés par année;
- b. les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c. les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d. la liste des fournisseurs;
- e. une copie du plan de déploiement.

Exposé et statistiques :
F
Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le coût total réel pour l'hébergement de données en infonuagique est de 975 k\$ tandis qu'aucune dépense n'a été occasionnée relativement à des coûts pour dépassement de capacité, par solution infonuagique, pour l'année 2022-2023.
Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique .

SOURCE: DGRITN

COLLABORATION: DGRH, DGSSAC, DGSEOSEO-DPQ, DGRFC

VALIDATION: DATE: 2023-03-27

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre:

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 (ventiler par mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :				
Pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour la période du 1 ^{er} avril 2022 au 20 octobre 2022, les dépenses ¹ sont les suivantes :				
Photocopie:	1 160 \$			
Mobilier de bureau et ameublement :	0 \$			
Décoration et embellissement :	0 \$			
Distributeur d'eau de source :	0 \$			
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	142 981 \$			
Frais d'alcool et de fêtes :	0 \$			
Perfectionnement:	7 418 \$			
¹ Les données présentées représentent l'ensemble du portefeuille Travail, Emploi et Solidar	rité sociale			

À la suite du remaniement ministériel, les dépenses pour le ministère de Solidarité sociale, pour la période du 21 octobre 2022 au 28 février 2023, so	
Photocopie:	298 \$
Mobilier de bureau et ameublement :	0 \$
Décoration et embellissement :	0 \$
Distributeur d'eau de source :	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	85 961 \$
Frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
Perfectionnement:	24 983 \$
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins soutien de l'Assemblée nationale.	

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-16

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre:

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a. le coût des contrats téléphoniques;
- b. le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c. le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d. les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e. le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f. les coûts d'acquisition des appareils;
- g. le coût d'utilisation des appareils;
- h. les noms des fournisseurs;
- i. les ordinateurs portables;
- j. les iPad ou autre type de tablette électronique

Exposé et statistiques :

o Coût des frais d'itinérance : 8,80 \$

o Coût lié aux dépassements des forfaits de données : 0,00 \$

o Coût de résiliation : 0,00 \$

Pour les sous-questions a), f), g) et h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/depenses-ministere#c157808

SOURCE: Direction générale des ressources technologiques, documentaires et

immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources

informationnelles

VALIDATION:

DATE: 2022-03-17

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre:

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024:

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; de 35 ans et plus et de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

j) L'évolution du nombre d'employés <u>réguliers</u> bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

k) Le nombre d'employés <u>réguliers</u> bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

l) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

m) Le nombre d'employés permanents et temporaires La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. n) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. o) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi Une telle donnée n'est plus disponible considérant que désormais, le Ministère a privilégié le suivi des heures rémunérées plutôt qu'une gestion liée au concept de postes et d'ETC. p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. q) Le nombre de postes vacants Une telle donnée n'est plus disponible considérant que désormais, le Ministère a privilégié le suivi des heures rémunérées plutôt qu'une gestion liée au concept de postes et d'ETC.

SOURCE: DGRH

COLLABORATION: DGRFC-DEBF-SEB

VALIDATION: DATE: 2023-03-20

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

a) Le nombre de départs à la retraite en 2022-2023, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de l'année 2022-2023, le Ministère a engagé, à titre d'employés occasionnels, 162 retraités de la fonction publique.

De plus, en 2022-2023, le Ministère n'a octroyé aucun contrat de services professionnels à des retraités de la fonction publique.

SOURCE: DGRH

COLLABORATION: DGRFC-DGCA

VALIDATION: DATE: 2023-03-17

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre:

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- i) le coût de location au mètre carré;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

Emplacement des espaces occupés par le Ministère :

L'annexe 1 présente l'emplacement des espaces occupés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la superficie totale pour chaque espace loué et le coût de ladite location.

Les coûts de location présentés à l'annexe 1 sont ceux que le Ministère paie à la Société québécoise des infrastructures (SQI).

En 2022-2023, le Ministère a occupé 177 adresses différentes.

Superficie totale des locaux loués au 28 février 2023 : 220 249,61 m².

Coût total de location entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023 : 54 893 852,17 \$.

Durée des baux : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Propriétaires : Le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Total des coûts d'aménagement et de rénovation pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 (annexe 2) : 335 619,75 \$

Les informations quant à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué et le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué sont disponibles dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphe 27 https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/acces-information/depenses-ministere.

SOURCE: Direction générale des ressources technologiques, documentaires et

immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources

informationnelles

DATE: 2022-03-13

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15_ANNEXE 1

	Emplacements des locations	Superficie locative m ² en date du 28 février 2023	Coût du loyer du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023
1	1130, rue Daigneault, Acton Vale (Québec) J0H 1A0	513,48	102 722,18 \$
2	725, rue Harvey Ouest, Alma (Québec) G8B 1P5	1214,56	181 607,25 \$
3	262, 1 ^{re} Avenue Est, Amos (Québec) J9T 1H3	761,35	169 754,64 \$
4	49, boulevard Saint-Benoît Est, Amqui (Québec) G5J 2B8	441,46	82 022,38 \$
5	625, boulevard Laflèche, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	1032,08	232 390,41 \$
6	550, boulevard Blanche, Baie-Comeau (Québec) G5C 2B3	1158,00	165 257,51 \$
7	915, boulevard Monseigneur-De Laval, Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1A2	451,75	94 345,35 \$
8	140, rue Saint-Laurent, Beauharnois (Québec) J6N 2S9	135,92	8 475,21 \$
9	1300, boulevard de Port-Royal, Bécancour (Québec) G9H 1X6	789,99	179 514,83 \$
10	515, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, Beloeil (Québec) J3G 6R7	1019,29	246 755,08 \$
11	90, Place du Marché, Berthierville (Québec) J0K 1A0	1006,50	219 515,78 \$
12	173, Avenue du Port Royal, Bonaventure (Québec) G0C 1E0	683,05	232 315,60 \$
13	135, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6G4	989,52	214 375,70 \$
14	1, rue de la Place du Commerce, Brossard (Québec) J4W 2Z7	1656,21	340 291,82 \$
15	1290, route 148, Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0	439,45	108 076,43 \$
16	120, chemin de Gros-Cap, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1K8	689,13	116 017,55 \$
17	94, boulevard Perron Ouest, Caplan (Québec) G0C 1H0	878,26	199 826,42 \$
18	314-A, boulevard Perron, Carleton (Québec) G0C 1J0	636,45	147 562,25 \$
19	500, avenue Jacques-Cartier, Chandler (Québec)	574,56	154 973,39 \$
20	180, boulevard d'Anjou, Châteauguay (Québec) J6K 5G6	1004,41	150 647,97 \$
21	3, rue de la Seigneurie, Château-Richer (Québec) G0A 1N0	83,63	11 019,14 \$
22	333, 3e Rue, Chibougamau (Québec) G8P 1N4	517,14	109 301,39 \$
23	129, rue des Forces-Armées, Chibougamau (Québec) G8P 3A1	528,01	127 560,07 \$
24	15, Maamuu Road, Chisasibi (Québec) J0M 1E0	139,05	97 369,03 \$
25	29, rue Main Est, Coaticook (Québec) J1A 1N1	419,42	99 213,62 \$
26	406, rue du Sud, Cowansville (Québec) J2K 2X7	747,35	157 029,29 \$
27	1500, rue des Érables, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 2W7	724,29	146 142,70 \$
28	100, route 138, Donnacona (Québec) G3M 1B6	771,52	150 283,21 \$
29	309, rue Brock, Drummondville (Québec) J2B 1C7	1877,42	379 715,60 \$
30	1680, boulevard Saint-Joseph, Drummondville (Québec) J2C 2G3	1089,14	177 967,24 \$
31	122, rue Angus Nord, East Angus (Québec) J0B 1R0	621,44	105 072,00 \$
32	134, route 138 Est, Forestville (Québec) G0T 1E0	506,14	67 289,64 \$
33	96, montée de Sandy Beach, Gaspé (Québec) G4X 2V5	931,90	212 694,13 \$
34	11, rue de la Cathédrale, Gaspé (Québec) G4X 2W1	703,63	191 118,29 \$
35	150, rue Monseigneur-Ross, Gaspé (Québec) G4X 1J7	2087,21	453 742,63 \$
36	154, rue MacLaren Est, Gatineau (Québec) J8L 1K4	530,44	103 288,79 \$
37	170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau (Québec) J8X 4C2	2032,76	

	Emplacements des locations	Superficie locative m ² en date du 28 février 2023	Coût du loyer du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023
38	420, boulevard Wilfrid-Lavigne, Gatineau (Québec) J9H 6W7	797,00	233 659,84 \$
39	456, boulevard de l'Hôpital, Gatineau (Québec) J8T 8P1	1864,93	476 385,14 \$
40	16, Impasse de la Gare-Talon, Gatineau (Québec) J8T 0B1	1256,52	346 828,90 \$
41	2709, boulevard Curé McDuff, Beaucanton (Québec) J0Z 1H0	78,50	12 989,68 \$
42	77, rue Principale, Granby (Québec) J2G 9B3	1702,47	258 697,67 \$
43	1280, rue de la Digue, Havre-Saint-Pierre (Québec) G0G 1P0	545,68	104 761,36 \$
44	220, rue Châteauguay, Huntingdon (Québec) J0S 1H0	712,65	57 691,35 \$
45	16, rue Prince, Huntingdon (Québec) J0S 1H0	67,27	6 289,32 \$
46	409, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3H5	1773,66	316 985,90 \$
47	40, rue Gauthier Sud, Joliette (Québec) J6E 4J4	1086,40	194 599,68 \$
48	21, rue Patrick-Morgan, La Malbaie (Québec) G5A 1T8	710,06	
49	161, route 230 Ouest, La Pocatière (Québec) G0R 1Z0	698,93	75 839,28 \$
50	30, boulevard Tashereau, La Prairie (Québec) J5R 6C1	93,16	2 577,73 \$
51	655, 2 ^e Rue Est, La Sarre (Québec) J9Z 2Y9	645,29	103 558,29 \$
52	445, rue Lacroix, La Tuque (Québec) G9X 4G9	612,73	93 631,78 \$
53	1554, route 277, Lac-Etchemin (Québec) G0R 1S0	547,61	60 285,94 \$
54	505, avenue Bethanie, Lachute (Québec) J8H 4A6	681,12	124 332,12 \$
55	5535, rue Papineau, Lac-Mégantic (Québec) G6B 0C8	252,17	93 373,06 \$
56	1438, boulevard Daniel-Johnson, Laval (Québec) H7V 4B5	1888,36	467 490,65 \$
57	1041, boulevard des Laurentides, Laval (Québec) H7G 2W2	1345,69	330 813,89 \$
58	1-5, Place Laval, Laval (Québec) H7N 1A2	1614,01	376 976,93 \$
59	107, rue Principale Sud, Lebel-sur-Quévillon (Québec) J0Y 1X0	140,77	29 953,13 \$
60	459, route 138, Les Escoumins (Québec) G0T 1K0	328,58	69 803,03 \$
61	5130, boulevard Guillaume-Couture, Lévis (Québec) G6V 9L3	894,21	194 048,91 \$
62	1205, boulevard Guillaume-Couture, Lévis (Québec) G6W 0K9	1942,76	503 020,87 \$
63	201, place Charles-Le Moyne, Longueuil (Québec) J4K 2T5	1727,36	315 790,97 \$
64	2877, chemin de Chambly, Longueuil (Québec) J4L 1M8	2242,99	596 206,93 \$
65	511, rue Marcel, Louiseville (Québec) J5V 1N1	735,22	131 120,55 \$
66	1700, rue Sherbrooke, bureau 100, Magog (Québec) J1X 5B4	1116,41	188 918,62 \$
67	100, rue Principale Sud, Maniwaki (Québec) J9E 3L4	783,18	169 777,74 \$
68	497, rue Sainte-Marie, Marieville (Québec) J3M 1M4	549,76	136 090,68 \$
69	100, Place du Commerce, Matagami (Québec) J0Y 2A0	76,70	16 440,05 \$
70	750, avenue du Phare Ouest, Matane (Québec) G4W 3W8	629,38	130 820,03 \$
71	1490, rue Lindsay, Mont-Joli (Québec) G5H 2Z7	618,87	92 542,45 \$
72	585, rue Hébert, Mont-Laurier (Québec) J9L 2X4	533,93	96 900,87 \$
73	116, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest, Montmagny (Québec) G5V 3B9	724,77	125 285,93 \$
74	2212, avenue Dollard, Montréal (Québec) H8N 1S6	1399,37	323 665,54 \$
75	800, rue du Square-Victoria, Montréal (Québec) H4Z 1B7	4713,68	
76	1035, rue Galt, Montréal (Québec) H4G 2R1	3102,32	634 382,32 \$
77	7077, rue Beaubien, Anjou (Québec) H1M 2Y2	1092,23	285 626,55 \$
78	6900, boulevard Décarie, Côte-Saint-Luc (Québec) H3X 2T8	3142,74	
79	2972, rue Remembrance, Montréal (Québec) H8S 1X8	1254,87	168 780,29 \$
80	276, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal (Québec) H2Y 1N3	5570,17	1 495 916,40 \$

	Emplacements des locations	Superficie locative m ² en	Coût du loyer du 1 ^{er} avril 2022 au
	Emplacements des locations	date du 28 février 2023	28 février 2023
81	600, rue Fullum, Montréal (Québec) H2K 3L6	794,54	64 322,83 \$
-	5650, rue d'Iberville, Montréal (Québec) H2G 2B3	2216,59	514 323,70 \$
83	10520, boulevard de l'Acadie, Montréal (Québec) H4N 1L9	2054,25	508 945,91 \$
84	201, avenue Laurier Est, Montréal (Québec) H2T 3E6	2738,61	778 685,60 \$
	3750, boulevard Crémazie Est, Montréal (Québec) H2A 1B6	2409,71	537 190,50 \$
86	2947, rue Bélanger Est, Montréal (Québec) H1Y 3G4	774,98	190 609,76 \$
87	1415, rue Jarry Est, Montréal (Québec) H2E 1A7	824,31	208 891,87 \$
88	6690, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1N 3W3	1898,05	576 850,67 \$
89	7077, avenue du Parc, Montréal (Québec) H3N 1X7	1280,39	394 111,19 \$
90	1260, rue Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec) H2L 2H2	1055,87	265 234,09 \$
91	8257, boulevard Langelier, Saint-Léonard (Québec) H1P 2B7	1393,93	329 746,89 \$
92	4427, rue de Rouen, Montréal (Québec) H1V 1H1	1462,70	249 817,26 \$
93	2050, rue de Bleury, Montréal (Québec) H3A 2J5	4914,27	1 410 902,02 \$
94	6600, chemin de la Côte-de-Neiges, bureau 200, Montréal (Québec) H3S 2A9	413,60	98 794,85 \$
95	360, rue St-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 2N1	1226,77	334 655,86 \$
96	7380, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal (Québec) H1E 1M4	1564,06	266 466,09 \$
97	365, route 148, Papineauville (Québec) J0V 1R0	605,44	135 425,18 \$
98	1971, rue Bilodeau, Plessisville (Québec) G6L 3J1	548,78	61 587,57 \$
99	136, boulevard Interprovincial, Pointe-à-la-Croix (Québec) G0C 1L0	196,00	35 269,30 \$
100	1000, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire (Québec) H9R 5Y8	1317,99	362 053,12 \$
101	2, rue Élie-Rochefort, Port-Cartier (Québec) G5B 2N2	380,45	82 835,83 \$
102	773, avenue Royale, Québec (Québec) G1E 1Z1	1290,83	277 930,40 \$
103	650, rue Godin, Québec (Québec) G1M 2K3	79,15	227 742,24 \$
104	730, boulevard Charest, Québec (Québec) G1K 9J6	3659,67	919 359,54 \$
105	400, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8W1	1864,02	408 267,97 \$
106	150, boulevard René-Lévesque, Québec (Québec) G1R 2B2	395,85	111 667,49 \$
107	8000, boulevard Henri-Bourassa, Québec (Québec) G1G 4C7	1720,33	336 817,25 \$
108	1020, route de l'Église, Québec (Québec) G1V 5A7	1759,49	409 830,04 \$
109	550, boulevard Père-Lelièvre, Québec (Québec) G1M 3R2	1221,08	191 790,06 \$
110	425, rue Jacques-Parizeau, Québec (Québec) G1R 4Z1	25949,14	9 855 223,51 \$
111	1515, avenue d'Estimauville, Québec (Québec) G1J 5B8	2929,28	443 158,10 \$
112	6655, boulevard Pierre-Bertrand, Québec (Québec) G2J 1R4	3040,89	652 263,15 \$
113	787, boulevard Lebourgneuf, Québec (Québec) G2J 0B5	309,30	75 031,44 \$
114	2535, boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 5C5	110,13	1 600 767,30 \$
115	3175, chemin des Quatre-Bourgeois, Québec (Québec) G1W 2K7	2632,52	701 135,27 \$
116	675, boulevard René-Lévesque, Québec (Québec) G1R 5V7	1912,63	538 013,85 \$
117	1665, boulevardWilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7	961,65	93 147,56 \$
118	3486, rue Queen, Rawdon (Québec) J0K 1S0	809,52	170 616,77 \$
119	155, rue Notre-Dame, Repentigny (Québec) J6A 5L3	1401,95	361 076,21 \$
120	745, rue Gouin, Richmond (Québec) J0B 2H0	82,31	13 177,45 \$
121	337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4	17,42	277 172,83 \$
122	287, rue Pierre-Saindon, Rimouski (Québec) G5L 9A7	1047,88	236 876,31 \$
123	385, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3B5	1072,66	179 616,80 \$

124	Emplacements des locations	Superficie locative m² en date du 28 février 2023	Coût du loyer du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023
124	1355, rue de l'Annonciation Sud, Rivière-Rouge (Québec) J0T 1T0	16,73	11 660,44 \$
125	755, boulevard Saint-Joseph, Roberval (Québec) G8H 2L4	713,05	160 837,82 \$
126	189, rue Murdoch, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1E3	911,67	176 930,71 \$
127	180, boulevard Rideau, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9	799,64	197 593,44 \$
128	19, rue Perreault Ouest, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 2T3	1647,82	406 276,86 \$
129	27, rue du Terminus Ouest, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 2P3	819,36	
130	3885, boulevard Harvey, Saguenay (Québec) G7X 9B1	1615,11	299 080,76 \$
131	245, rue Riverin, Saguenay (Québec) G7H 7W7	1633,86	383 054,98 \$
132	204, rue des Oblats Ouest, Saguenay (Québec) G7J 2B1	2292,13	225 162,19 \$
133	782, rue Victoria, Saguenay (Québec) G7B 3M7	744,67	178 121,46 \$
134	126, rue Saint-Pierre, Saint-Constant (Québec) J5A 2P1	769,89	176 724,90 \$
135	1390, boulevard de Sainte-Adèle, Sainte-Adèle (Québec) J8B 0K2	643,81	151 014,16 \$
136	1, rue Raymond, Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2X2	1224,31	241 040,25 \$
137	39, boulevard Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1R2	815,24	105 965,97 \$
138	376, boulevard Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1S8	916,76	158 094,09 \$
139	10, boulevard Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1P3	43,53	7 557,44 \$
140	6375, rue Garneau, Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0	102,34	20 252,54 \$
141	213, rue de l'Église, Sainte-Geneviève-de-Batiscan (Québec) G0X 2R0	487,67	101 906,64 \$
142	461, rue Saint-Joseph, Sainte-Julie (Québec) J3E 1W8	162,48	17 394,24 \$
143	2495, rue Cartier, Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0	943,32	209 972,18 \$
144	1037, boulevard Vachon Nord, Sainte-Marie (Québec) G6E 1M4	581,54	
145	301, rue Saint-Jacques, Sainte-Thècle (Québec) G0X 3G0	532,47	90 500,41 \$
146	100, boulevard Ducharme, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 4R6	1869,49	454 459,17 \$
147	367, boulevard Arthur-Sauvé, Saint-Eustache (Québec) J7P 2B1	844,68	167 362,91 \$
148	1209, boulevard du Sacré-Cœur, Saint-Félicien (Québec) G8K 2R2	82,75	15 470,51 \$
149	11500, 1 ^{re} Avenue Est, Saint-Georges (Québec) G5Y 5S4	1027,73	212 090,56 \$
150	3100, boulevard Laframboise, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 4Z4	2951,74	645 546,99 \$
151	941, route Louis-Cyr, Saint-Jean-de-Matha (Québec) J0K 2S0	646,46	189 743,70 \$
152	442, route de l'Église, Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0	104,39	22 419,43 \$
153	315, rue MacDonald, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 8J3	1858,54	398 187,68 \$
154	500, boulevard des Laurentides, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 4M2	391,73	84 362,41 \$
155	275, rue Latour, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 0J7	2089,83	435 798,99 \$
156	100, rue Monseigneur-Bilodeau, St-Lazare-de-Bellechasse (Québec) G0R 3J0	315,16	54 004,72 \$
157	23, avenue Chanoine-Audet, Saint-Raphaël (Québec) G0R 4C0	56,00	2 809,64 \$
158	63-A, rue Champlain, Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 6C4	1318,47	296 277,85 \$
159	481, 7 ^e Avenue Ouest, Senneterre (Québec) J0Y 2M0	230,60	95 207,31 \$
160	456, avenue Arnaud, Sept-Îles (Québec) G4R 3B1	1081,08	217 625,90 \$
161	401, 5 ^e Avenue, Shawinigan (Québec) G9T 2M3	652,05	36 113,28 \$
162	212, 6 ^e Rue de la Pointe, bureau 1.17, Shawinigan (Québec) G9N 8M5	42,07	236 276,15 \$
163	70, rue King Ouest, Sherbrooke (Québec) J1H 0G6	3878,97	737 466,29 \$
164	375, boulevard Fiset, Sorel-Tracy (Québec) J3P 7Z4	1390,09	337 004,58 \$

	Emplacements des locations	Superficie locative m² en date du 28 février 2023	Coût du loyer du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023
165	4, rue de la Gare, Témiscouata-sur-le-Lac (Québec) G0L 1E0	614,76	136 573,13 \$
166	1590, chemin Gascon, Terrebonne (Québec) J6X 3A2	1440,41	325 147,90 \$
167	693, rue Saint-Alphonse Nord, Thetford-Mines (Québec) G6G 3X3	1290,81	211 029,72 \$
168	634, rue Richard, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0	535,16	94 571,95 \$
169	225, rue des Forges, Trois-Rivières (Québec) G9A 6N4	4478,72	778 800,44 \$
170	165, boulevard Sainte-Madeleine, Trois-Rivières (Québec) G8T 3L7	1050,70	176 958,32 \$
171	597, boulevard Simoneau, Asbestos (Québec) J1T 4G7	541,90	97 026,16 \$
172	186, avenue Perreault, Val-d'Or (Québec) J9P 2H5	777,99	172 930,01 \$
173	430, boulevard Harwood, Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 7H4	643,47	139 385,40 \$
174	62, rue Saint-Jean-Baptiste, Victoriaville (Québec) G6P 4E3	877,99	134 538,25 \$
175	879, boulevard Pierre-Roux Est, Victoriaville (Québec) G6T 7T7	571,47	118 035,39 \$
176	1, rue Notre-Dame Nord, Ville-Marie (Québec) J9V 1W5	516,09	106 081,80 \$
177	5, rue des Sources, Windsor (Québec) J1S 2X3	641,53	111 645,60 \$
	TOTAL	220249,61	54 893 852,17 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15_ANNEXE 2

Coûts réels par projet pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

Projets - Déploiement de Services Québec

	Coûts réels au 28 février 2023		
Nom des projets	Travaux d'aménagements, de déménagements, de câblage et d'électricité	Coûts réels de loyer d'aménagement du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023	
Relocalisation et déploiement de Services Québec - BSQ de Mont-Joli	69 948,77 \$	58 073,40 \$	
Déploiement de Services Québec-mode comptoir-Lebel-sur-Quévillon (G)	26 663,93 \$	19 232,92 \$	
Déploiement Services Québec - Verdun (phase 3)	7 725,29 \$	- \$	
Relocalisation du BSQ de Huntingdon	14 982,92 \$	7 732,20 \$	
TOTAL	119 320,91 \$	85 038,52 \$	

Projets divers - Optimisation

	Coûts réels au 28 février 2023		
Nom des projets	Travaux d'aménagements, de déménagements, de câblage et d'électricité	Coûts réels de loyer d'aménagement du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023	
Transformation du 425, Jacques-Parizeau, Québec en MTAA - conception de la solution immobilière	45 033,68 \$	- \$	
Aménagement des comptoirs transactionnels au BSQ de La Baie (Mandataire SAAQ)	8 821,45 \$	7 290,00 \$	
Réaménagement du BSQ de Saint-Georges (phase 2 - mandataire SAAQ)	- \$	- \$	
Réaménagement au BSQ d'Amos	- \$	- \$	
Relocalisation du BSQ de Beauport à la DR de la Capitale-Nationale	- \$	- \$	
Regroupement des équipes de Québec du Secteur des registres de l'État	- \$	- \$	
Relocalisation du BSQ de Saint-Constant	298,59 \$	- \$	
Relocalisation du BSQ de Pointe-à-la-Croix	- \$	- \$	
Relocalisation au 1000, rue Fullum	- \$	- \$	
Ajout de trois salles d'entrevue à Shawinigan	327,91 \$	- \$	
Transformation du 425, Jacques-Parizeau, Québec en MTAA Phase 2 - mise en œuvre de la solution immobilière	45 033,68 \$	- \$	
Regroupement des Centres des services aux entreprises	17 601,52 \$	- \$	
Relocalisation du BSQ de Sainte-Adèle	2 444,46 \$	- \$	
Relocalisation du Centre de services spécialisés de l'ouest de Montréal	4 409,03 \$	- \$	
TOTAL	123 970,32 \$	7 290,00 \$	

Total pour 2022-2023

335 619,75 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023,

RG-16

Titre:

Iouiiii	
a)	la liste des actifs excédentaires inoccupés;
	la valeur estimée de ceux-ci;
	les coûts d'entretien annuel;
d)	le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
/	
1	
Exposé	et statistiques :
_	•
Le Mini	stère ne possède aucun actif immobilier.

Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources

informationnelles

DATE: 2023-02-27

RG16_03-23_BSM.doc

SOURCE:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre:

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et des autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :
En 2022-2023, un total de 1 435,14 \$ a été payé pour divers aménagements.
L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE: Direction générale des ressources technologiques, documentaires et

immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources

informationnelles

VALIDATION: Direction générale des ressources financières et contractuelles

DATE: 2023-03-09

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre:

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques :

Pour la période allant du 1^{er} avril au 20 octobre 2022.

Cabinet ministériel de monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Arcouette, Véronique ¹	Attachée politique	Québec
Beaudin, Denys ¹	Attaché politique	Trois-Rivières
Boily, Nathalie	Attachée politique	Québec
Boisvert Claudia	Attachée politique	Trois-Rivières
Bouchard, Étienne	Conseiller politique	Québec
Bouchon, Flore	Conseillère politique	Montréal
De Choinière, Jean-Philippe	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Dickson, Annie ¹	Attachée politique	Trois-Rivières
Dion, Lily	Employée de soutien	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Conseiller politique	Montréal
Labouba, Yvana	Conseillère politique	Trois-Rivières
Langelier, Simon	Conseiller politique	Montréal
Méthot-Faniel, Maude	Conseillère politique	Montréal
Paquette, Caroline	Conseillère politique	Montréal
Roussy, Brigitte	Conseillère politique	Montréal
Simard, Denis	Directeur de cabinet	Québec
Smaïri, Atika	Attachée politique	Québec
Wilson, Julie	Attachée politique	Montréal

(1) Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2022-2023.

MASSE SALARIALE DU CABINET, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

- Masse salariale autorisée de 1 375 000 \$ au 1^{er} avril 2022.
- Masse salariale de 802 084 \$ associée à la période allant d'avril à octobre 2022.

Pour la période allant du 21 octobre 2022 au 28 février 2023

Cabinet ministériel de madame Kateri Champagne Jourdain à titre de ministre de l'Emploi

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bélisle, Jessica	Conseillère politique	Sept-Îles
Bouchard, Étienne	Conseiller politique	Québec
Jones, Mélissa	Conseillère politique	Sept-Îles
Lépine, Sébastien	Directeur de cabinet	Québec
Massad, Khalid	Attaché politique	Sept-Îles
Paquet, Émilie	Conseillère politique	Sept-Îles
St-Pierre, Fanny	Attachée politique	Québec
Trottier-Lavoie, Bénédicte	Conseillère politique	Québec

Cabinet ministériel de Chantal Rouleau à titre de ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE	
Archambault, Marcos ¹	Conseiller politique	Montréal	
Boutin, Guy	Attaché politique	Montréal	
D'Astous, Vincent	Conseiller politique	Québec	
Gratton, Claudine	Conseillère politique	Montréal	
Labre, Jean-Philippe	Attaché de presse	Montréal	
Langelier, Simon	Directeur de cabinet	Montréal	
Nesterenko, Catherine	Conseillère politique	Montréal	
Ouellette, Philippe ¹	Directeur de cabinet	Montréal	
Paquet, Chantal	Attachée politique	Québec	
Paquette, Caroline ¹	Conseillère politique	Montréal	

⁽¹⁾ Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2022-2023.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023

Cabinet ministériel de madame Kateri Champagne Jourdain, ministre de l'Emploi :

• Masse salariale autorisée de 825 000 \$ annuellement pour le cabinet de l'Emploi. Pour un équivalent de 366 200 \$ associé à la période du 21 octobre 2022 à mars 2023.

Cabinet ministériel de madame Chantal Rouleau, ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire :

• Masse salariale autorisée de 730 000 \$ annuellement pour le cabinet de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire. Pour un équivalent de 324 000 \$ associé à la période du 21 octobre 2022 à mars 2023.

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directeur adjoint

Chargé de diriger des membres du personnel du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que le ministre peut lui assigner.

Conseiller politique

Attaché politique qui assiste le directeur de cabinet ou le directeur adjoint dans l'exercice de ses fonctions.

Il fournit les conseils politiques en regard de questions stratégiques précises à des niveaux de complexité et de responsabilité supérieurs.

Attaché politique

Chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de recherchiste, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien

Un	employé	de	soutien	est	chargé	de	remplir	les	tâches	de	soutien	administratif
néc	essaires au	ı bo	n fonctio	nne	ment du	cab	inet.					

SOURCE: DGRFC-DEBF-SEB **COLLABORATION**: DGRH

VALIDATION: DATE: 2023-03-21

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre:

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :
Il n'y a aucun personnel hors structure au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE: DGRH **COLLABORATION**: **VALIDATION**: **DATE**: 2023-03-13

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Titre:

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :
Il n'y a aucune ressource rémunérée par le Ministère qui est affectée à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres. Toutes les ressources qui avaient été prêtées dans le cadre de la gestion de la pandémie de la Covid-19 sont de retour dans leurs fonctions habituelles.

SOURCE: DGRH

COLLABORATION: SEB

VALIDATION: DATE: 2023-03-01

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre:

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :
Total pour l'année 2022-2023 : 294 792,86 \$
Voir la liste des fournisseurs en annexe.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24 — ANNEXE 1

Liste des fournisseurs

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 1^{er} avril 2022 au 20 octobre 2022

Fournisseurs	
Affaires, Les	Imprimerie Pontiac inc.
All Seasons Publications Ltd	Journal la Quête
American Economic Association	Lexisnexis Canada inc.
BioOne	National Bureau of Economic Research inc.
CNW Group ltd.	Radar inc., Le
Conference Board of Canada, The	Référence Média
Consortium Érudit S.E.N.C., Le	Reflet Témiscamien inc., Le
Coops de l'information, Les	Réseau du Patrimoine anglophone du Québec
Cyberimpact	Revue les libraires
De Marque inc.	Société Trader Corporation
Devoir inc., Le	Soleil, Le
Divers ¹	Terre de chez nous, La
Droit, Le	Tire-Média
EBSCO Canada Itée	
École branchée, L'	
Fédération des Sociétés d'Histoire du Québec	
Gestion, revue internationale de gestion	
Groupe Moniteur	

¹ La rubrique « Divers » représente des paiements d'abonnements faits à partir de la Carte Affaires émise par la Banque Nationale du Canada. Il s'agit de menues dépenses pour des abonnements à des journaux locaux et médias électroniques.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du 21 octobre 2022 au 28 février 2023

Fournisseurs	
Actualité, L'	Média Beside inc.
Affaires, Les	Moody's Analytics Inc.
All Seasons Publications Ltd	Nouvelliste, Le
Canada Français, Le	Proquest LLC
CNW Group ltd.	Renouf Publishing Co. Ltd.
Consortium Érudit S.E.N.C., Le	Réseau Environnement inc.
Coopérative nationale de l'information indépendante, Coop de solidarité	Revue de Droit de McGill, La (The McGill Law Journal)
Cyberimpact	Services documentaires multimédia [S.D.M.] inc.
De Marque inc.	Société de Généalogie de Québec
Devoir inc., Le	Société dév. des périodiques culturels québécois [SODEP]
Divers ¹	Société d'histoire de Charlevoix [SHC]
EBSCO Canada Itée	Société Trader Corporation
Éditions de Septentrion inc., Les	UNAF (Union Nationale de l'Apiculture Française)
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	
Entreprises Svoboda M V inc., Les	
Gestion, revue internationale de gestion	

¹ La rubrique « Divers » représente des paiements d'abonnements faits à partir de la Carte Affaires émise par la Banque Nationale du Canada. Il s'agit de menues dépenses pour des abonnements à des journaux locaux et médias électroniques.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

r•	4		
П	П	re	

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :
Pour les éléments demandés, il n'y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce entre le 1 ^{er} avril 2022 et le 28 février 2023 pour une somme de 3 726,22 \$ (Annexe).
Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 2 244,58 \$\sepsilon^1\$ pour la période du 1 ^{er} avril au 20 octobre 2022.
À la suite du remaniement ministériel, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 1 481,64 \$ pour la période du 21 octobre 2022 au 28 février 2023.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-16

 $^{^1\,}$ Les données exclues les éléments du porte feuille travail. RG25_03-23_BSM.doc

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25 — ANNEXE 1

BILLET D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE

1^{er} AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023

ORGANISATION	MTESS (1)	MESS	TOTAL
Chambre de commerce de Lotbinière	- \$	150 \$	150 \$
Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat mak Mani-utenam, La	- \$	250 \$	250 \$
Chambre de commerce de Val d'Or	38 \$	90 \$	128 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	953 \$	617 \$	1 569 \$
Chambre de commerce et d'Entrepreneuriat des Sources	- \$	60 \$	60 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	900 \$	- \$	900 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice	25 \$	75 \$	100 \$
Chambre de commerce et d'industrie Lac-Saint-Jean-Est	52 \$	- \$	52 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Trois-Rivières, La	- \$	120 \$	120 \$
Chambre de commerce de la Côte-de-Gaspé	- \$	120 \$	120 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Beauharnois-Valleyfield-Haut-	Ψ	120 ψ	120 φ
Saint-Laurent Total	277 \$ 2244,58	- \$ 1481,64	277 \$ 3 726,22 \$

 $^{^{(1)}}$ Les données exclues les éléments du porte feuille travail.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre:

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour ;
- i) le responsable du contenu sur le site;

Précisions sur les données fournies

c), d), e) Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes.

a) Site ministériel (www.mtess.gouv.qc.ca) Note: Les contenus sont graduellement transférés vers le site Québec.ca. Les données MTRAV sont incluses. b) Conception du site Intellia inc. 7 565 \$ (1998) c) Coûts de construction du site d) Coûts d'hébergement, Hébergement, entretien et mise à jour : 31 561 \$ d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023) e) Coûts de modernisation ou de S.O. refonte g) Coûts liés à la réservation de 1 366 \$ noms de domaines

a) Site Emploi-Québec (www.emploiquebec.gouv.qc.ca)

Site informationnel et services interactionnels et transactionnels : IMT en ligne, SimulAide et SimulRevenu (Québec Emploi exclu)

Note : Depuis le 24 septembre 2018, les contenus sont graduellement transférés vers le site Québec.ca. IMT en ligne a été transféré le 21 septembre 2021 sur Québec.ca

b) Conception du site	Espace Courbe et Goodhue et Associés
c) Coûts de construction du site	Non disponible (2001)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 157 860 \$
d'entretien et de mise à jour	
(pour 2022-2023)	
e) Coûts de modernisation ou de	S. O.
refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	2 111 \$
noms de domaines	

a) Site Mon dossier Aide à l'emploi — Assistance sociale (https://mondossier.mtess.gouv.qc.ca) Site transactionnel référencé sur Québec.ca	
b) Conception du site	MTESS
c) Coûts de construction du site	\$ (2021)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : 735 460 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.

g) Coûts liés à la réservation de	0 \$
noms de domaines	

a) Site du Régime québécois d'assurance parentale (www.rqap.gouv.qc.ca) Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : RQAP en ligne, Simulateur de calcul de prestations et manuel d'interprétation normative de l'assurance parentale	
b) Conception du site	MTESS et CSPQ
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : 1 482 652 \$ Le RQAP et ses activités sont financés par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinentes pour l'étude des crédits.
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	497 \$

a) Site Entraide — secteurs public et parapublic (www.entraide.gouv.qc.ca) Site informationnel faisant la promotion de la campagne d'Entraide annuelle pour les secteurs public et parapublic	
b) Conception du site	MTESS
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2006)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les
d'entretien et de mise à jour	coûts du site de la Commission des partenaires sur le
(pour 2022-2023)	marché du travail (CPMT)
	Entretien et mise à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de	S. O.
refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	248 \$
noms de domaines	

a) Site de la Commission des partenaires du marché du travail (<u>www.cpmt.gouv.qc.ca</u>) Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : formulaire de déclaration des activités de formation, agrément des formateurs b) Conception du site **MTESS** c) Coûts de construction du site 0 \$ (2007) d) Coûts d'hébergement, Hébergement des services transactionnels, entretien et mise d'entretien et de mise à jour à jour : 1 200 \$ (pour 2022-2023) Hébergement des services informationnels, entretien et mise à jour : 52 743 \$ (incluant les sites suivants : site Entraide, site du Conseil de gestion de l'assurance parentale et site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) e) Coûts de modernisation ou de 0 \$ refonte 497 \$ g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

a) Site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (www.cclp.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	MTESS
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2007)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les
d'entretien et de mise à jour	coûts du site de la Commission des partenaires sur le
(pour 2022-2023)	marché du travail (CPMT)
	Entretien et mise à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de	S. O.
refonte	

g) Coûts liés à la réservation de	124 \$
noms de domaines	

a) Site Conseil emploi métropole (<u>www.emploi-metropole.org</u>)	
b) Conception du site	MTESS
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2010)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 0 \$
d'entretien et de mise à jour	
(pour 2022-2023)	
e) Coûts de modernisation ou de	
refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	90 \$
noms de domaines	

a) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	Référence Systèmes inc.
c) Coûts de construction du site	Non connu (1999)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 1 696 \$
d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	
e) Coûts de modernisation ou de refonte	0\$
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	621 \$

a) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca)

Site informationnel et transactionnel destiné à tous ceux qui ont des obligations envers le Registraire des entreprises

Note: Des travaux sont en cours pour migrer les contenus vers Québec. ca. Pour l'année financière 22-23, deux contenus ont été migrés, soit la section portant sur la transparence des entreprises et l'outil de recherche au registre des entreprises.

b) Conception du site	Nurun
c) Coûts de construction du site	Non connu (2004)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : ressources internes du Ministère et de Revenu Québec (coûts remboursés par le Ministère en vertu d'une entente de services globale).
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	497 \$

a) Site des Publications du Québec (www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

Site informationnel et services interactionnels et transactionnels : catalogue des Publications du Québec, Gazette officielle du Québec, lois et règlements, produits en ligne

Queens, surrent au Queens, tele et regionnemes, produite en figur	
b) Conception du site	Pivotree (Thinkwrap Soutions inc.)/Hybris
c) Coûts de construction du site	781 000 \$ (2009)
	2 425 921 \$ pour intégration d'une nouvelle plate-forme en
	2016 par la firme Thinkwrap (Pivotree)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 439 914\$
d'entretien et de mise à jour	(incluant le site LégisQuébec)
(pour 2022-2023)	
e) Coûts de modernisation ou de	S. O.
refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	0 \$ (inclus dans la licence d'utilisation)
noms de domaines	

a) Site LégisQuébec (www.legisquebec.gouv.qc.ca)

Site informationnel	
 b) Conception du site c) Coûts de construction du site d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023) 	Irosoft inc. 352 616 \$ (2016) Hébergement, entretien et mise à jour : 67 590\$ (Hébergement inclus dans le site des Publications du Québec)
e) Coûts de modernisation ou de refonte g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	S. O. 0 \$

a) Site des Bibliothèques gouvernementales (www.bibliothèque.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)
c) Coûts de construction du site	0 \$
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : 3 000 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Québec emploi (www.quebecemploi.gouv.qc.ca) Note : Je travaille ! est fermé depuis le 7 mai 2021 et est remplacé par Québec emploi depuis le 8 mai 2021. Québec emploi remplace également Placement en ligne. **b)** Conception du site Momentum Technologies inc. 1 916 813 \$ (2021) Les coûts de construction d'entretien et c) Coûts de construction du site de mise à jour sont répartis sur la durée totale du contrat (volet A) dont la date de fin est le 23 février 2025 d) Coûts d'hébergement, Hébergement, entretien et mise à jour : 130 375 \$ d'entretien et de mise à jour (volet B du contrat) L'entretien et les mises à jour sont (pour 2022-2023) inclus dans les coûts de construction e) Coûts de modernisation ou de S.O. refonte g) Coûts liés à la réservation de 219\$ noms de domaines

a) Site Entreprises Québec Site informationnel et site tran	sactionnel Zone entreprise
b) Conception du site	Site Entreprises Québec : MEIE Zone entreprise : MTESS – Services Québec
c) Coûts de construction du site	Non connu pour Entreprises Québec (2004) 8,3 M\$ pour Zone entreprise (2015)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : 1 251 709 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	373 \$

a) Site clicSÉQUR Citoyens Site informationnel et transac	tionnel	
b) Conception des sites	Non connu	
c) Coûts de construction du site	Non connu (2005)	
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 642 189 \$	
d'entretien et de mise à jour	r (incluant les sites clicSÉQUR Entreprises)	
(pour 2022-2023)		
e) Coûts de modernisation ou	0 \$	

de refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	124 \$
noms de domaines	(Incluant les sites clicSÉQUR Entreprises)

a) Sites clicSÉQUR Entreprise Sites informationnels et trans	
b) Conception des sites	Revenu Québec
c) Coûts de construction du site	Non connu clicSÉQUR Entreprises (2008)
	Non connu clicSÉQUR Express (2011)
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 3 000 \$
d'entretien et de mise à jour	(Inclus dans le site clicSÉQUR Citoyens)
(pour 2022-2023)	
e) Coûts de modernisation ou	
de refonte	
g) Coûts liés à la réservation de	0 \$
noms de domaines	(Inclus dans le site clicSÉQUR Citoyens)

a) Site Service québécois de ch Site informationnel et transac	S	
b) Conception du site	CSPQ (maintenant le MCN)	
c) Coûts de construction du site	Non connu (2004)	
d) Coûts d'hébergement,	Hébergement, entretien et mise à jour : 36 559 \$	
d'entretien et de mise à jour		
(pour 2022-2023)		
e) Coûts de modernisation ou	S. O.	
de refonte		
g) Coûts liés à la réservation de	124 \$	
noms de domaines		

a) Site Localisateur de bureaux de Services Québec		
b) Conception du site	MTESS	
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2020)	
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2022-2023)	Hébergement, entretien et mise à jour : 13 063 \$	
e) Coûts de modernisation ou de refonte	S. O.	
g) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	0 \$	

SOURCE: Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique

COLLABORATION: DGC, SEQ-DAIMT, ST, SE-SPP et SCPMT

VALIDATION: DGRFC 2023-03-24 **DATE:**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre:

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

Pour les dépenses relatives aux annonces publiques réalisées dans le cadre de la tournée régionale de la ministre de l'Emploi ainsi que de la tournée régionale de la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux.

Il n'y pas eu de dépenses relatives à une tournée sous-ministérielle dans les régions du Québec en 2022-2023.

Par ailleurs, une visite sous-ministérielle en région a eu lieu en 2022-2023 :

- a) Chibougamau;
- d) Rencontre avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail du Nord-du-Québec;
- e) Québec vers Chibougamau le 17 juillet 2023 et retour à Québec le 18 juillet 2023;
- f) Coûts ventilés:

location de voiture : 140 \$;Hébergement : 161,10 \$;

Repas : 99 \$.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre **COLLABORATION :** DGC, SEQ, SSC et SCPMT

DATE: 30 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre:

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Exposé et statistiques :
Aucune dépense pour ce type d'activités en 2022-2023.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

DATE: 20 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

_	-			
1	ľ	11	rΔ	

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :
Les informations concernant les sommes versées par le gouvernement fédéral sont présentées à l'annexe 1.
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a reçu aucune somme d'un autre gouvernement que le gouvernement fédéral.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: DPRC-SEQ, DRIMS, SCRFI

VALIDATION: DGRFC-DEBF-SEB

DATE: 16 mars 2023

RG33_03-21_BSM.docx

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des transferts fédéraux (en millions de dollars)

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023
Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	21 avril 1997	Mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le compte d'assurance-emploi.	605,7
Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail et l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail	10 juillet 2019	Augmentation de la contribution maximale de l'Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) pour la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le compte d'assurance-emploi.	99,9
Entente Canada-Québec sur le développement de la main- d'œuvre	10 juillet 2019	Mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail. L'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) remplace l'Entente sur le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi et l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.	204,8
Entente de contribution Canada-Québec en appui aux jeunes du Québec dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 août 2019	Aider les jeunes Canadiens à accéder aux études postsecondaires et à obtenir les compétences et la formation dont ils ont besoin pour participer à un marché du travail en évolution et à offrir une aide aux personnes qui sont temporairement sans emploi.	38,1
Entente Canada-Québec en appui aux personnes handicapées du Québec dans le cadre du Fonds d'intégration pour les personnes handicapées	10 juillet 2019	Soutenir les projets qui aident les personnes handicapées à se préparer à l'emploi, à obtenir un emploi et à le conserver ou à devenir travailleur indépendant, ce qui aura pour effet d'accroître leur participation à l'activité économique et leur indépendance financière.	4,0*
Entente Canada-Québec sur la mise en œuvre de la mesure Prêts pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers	4 décembre 2020	Rendre disponibles, auprès de la clientèle du service public d'emploi du Québec, des prêts visant à soutenir les travailleurs formés à l'étranger dans leurs démarches de reconnaissance de leurs titres de compétences.	1,0

^{*} Une portion des sommes reçues est relative à l'entente de l'année antérieure.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Date de signature	Ruf	
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada (ARC))	7 juillet 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée administrée par l'ARC. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès.	171 615 \$*
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Emploi et Développement social Canada)	31 mars 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.	188 252 \$*
Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	28 mars 2013	Établit les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au registre des Indiens, s'il est admissible. Permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du registre des Indiens.	1 963 \$*

^{*} Une portion des sommes reçues est relative à la facturation d'années antérieures.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: DPRC-SEQ, DRIMS, SCRFI

VALIDATION: DGRFC-DEBF-SEB

DATE: 16 mars 2023

RG33_Annexe01_03-22_BSM.docx

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

TT • 4		
I ifra	•	
Titre	•	

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :
Aucune prime au rendement ou boni n'a été versé au cours de la période du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

SOURCE: DGRH **COLLABORATION**: **VALIDATION**: **DATE**: 2023-03-03

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Titre:

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 : le montant tota des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
Evnosó at statistiques :
Exposé et statistiques :
En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a ét accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant l recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel de cabinets de ministre.

SOURCE : DGRH **COLLABORATION : VALIDATION : DATE :** 2023-03-03

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

_					
1	ľ	1	r	Δ	•

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiqu	es:										
Aucune prime de au 28 février 2023.	départ	n'a	été	versée	au	cours	de	la	période	du	1 ^{er} avril 2022
uu 20 10 1101 2023 .											

SOURCE: DGRH

COLLABORATION: DGRFC

VALIDATION: DATE: 2023-03-02

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre:

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2022-2023 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

a)

Entité	Opération (Exploitation) (k\$)		Capital (Investissement) (k\$)
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	100 833,5		21 597,6
Total			122 431,1

Les données proviennent du Système d'information de gestion en ressources informationnelles (SIGRI), en date du 28 février 2023, et elles incluent l'ensemble des éléments du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale.

b) Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles sur le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/.

La réponse aux sous-questions d) et e) sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

SOURCE: DBP

COLLABORATION: DGRFC-SCRFI

VALIDATION: DGRFC-SCRFI et DGRITN-DAEGRIC

DATE: 2023-03-14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre:

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déboursé une somme de 105 604 \$\stackspace^1\$ en paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle pour la période du 1^{er} avril 2022 au 20 octobre 2022.

Pour la période du 21 octobre 2022 au 28 février 2023, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à débourser une somme de 21 773 \$ en paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle.

Ainsi, une somme totale de 127 377 \$ a été déboursée en paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

•		1	4.	4			
V	oır/	la	liste	des	associations	en	annexe.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-21

Les données exclues les éléments du portefeuille travail. RG42 03-23 BSM.doc

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42 — ANNEXE 1 - Liste des remboursements de cotisations

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 1er avril 2022 au 20 octobre 2022	Montants	Nombre Bénéficiaires
Ass. des resp. de gestion des plaintes [ARGP]	600,00 \$	4
Association des économistes québécois (ASDEQ)	887,16 \$	10
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$	1
Barreau du Québec	4 729,63 \$	3
Centre d'expertise des grands organismes	40 200,00 \$	Institution ¹
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	245,00 \$	25
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	127,50 \$	1
Chambre de Commerce de Lévis, La Chambre de commerce de Lotbinière	460,00 \$ 125,00 \$	50
Chambre de commerce de Lotonnere Chambre de commerce de Sept-Îles et Uashat mak Mani-utenam, La	282,00 \$	25
Chambre de Commerce de St-Georges	255,00 \$	50
Chambre de Commerce de Val d'Or	275,00 \$	25
Chambre de Commerce du Grand Joliette	500,00 \$	3
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	1 180,00 \$	4
Chambre de Commerce et d'Industrie de Drummond, La	200,00 \$	2
Chambre de Commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	200,04 \$	Institution ¹
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm	125,00 \$	1
Chambre de Commerce et d'industrie de Laval, La	275,00 \$	24
Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan	425,00 \$	Institution ¹
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	505,00 \$	Institution ¹
Chambre de Commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable	350,00 \$	2
Chambre de Commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice	177,50 \$	3
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières, La	595,00 \$	
Chambre de Commerce Vallée de la Petite-Nation	225,00 \$	Institution ¹
Collège des médecins du Québec	8 880,00 \$	5
Comité régional pour la valorisation de l'éducation [CREVALE]	100,00 \$ 200,00 \$	25
Coopérative de développement régional du Québec, coop de solidarité	, , , ,	1 T.,
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	200,00 \$	Institution ¹
Institute for Citizen-Centred Service	38 781,68 \$	Institution ¹
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	3 833,94 \$	Institution ¹
Réseau des professionnels de la formation du Québec (RPFQ) Réseau RH de Drummondville	100,00 \$ 180,00 \$	3
Société de développement économique de Drummondville	200,00 \$	1
Table de lutte contre la pauvreté de Chicoutimi	35,00 \$	Institution ¹
Table de quartier Hochelaga	100,00 \$	1
Total	105 604,45 \$	
Ministres de l'Emploi et de la Solidarité sociale		
(Chantal Rouleau et Kateri Champagne Jourdain)	Montants	
21 octobre 2022 au 28 février 2023	1 172 75 💠	10
Ass. sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I]	1 172,75 \$	10
Barreau du Québec	3 160,12 \$	T (1) 1
Chambre de Commerce de Gatineau (Export Outaouais) Chambre de Commerce de Port-Cartier	985,00 \$ 350,00 \$	Institution ¹ 2
	,	_
Chambre de Commerce et de l'industrie Haute-Yamaska	340,00 \$	Institution ¹
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Abitibi-Ouest, La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Rive-Sud	340,00 \$ 452,00 \$	Institution 99
Chambre de Commerce et d'industrie de la Rive-Sud Chambre de Commerce et d'industrie de Thetford Mines	314,99 \$	10
Chambre de commerce et d'industrie du Centre Abitibi	378,95 \$	49
Chambre de commerce et d'industrie Saguenay-le-Fjord	245,00 \$	Institution ¹
Comité régional pour la valorisation de l'éducation [CREVALE]	1 050,00 \$	177
Conseil Économique de Beauce [CEB]	370,00 \$	4
Mon Avenir TI	5 000,00 \$	500
OECD (Organization for Economic Cooperation ans Develpment)	7 256,50 \$	Institution ¹
Regroupement des partenaires en développement social d'Amos région	100,00 \$	1
Sherbrooke, Ville en Santé	257,50 \$	Institution ¹
Total	21 772,81 \$	
Grand total	127 377,26 \$	

¹ Cotisation annuelle pour laquelle la facture ou le site Internet ne permet pas de déterminer le nombre de bénéficiaires autorisés.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre:

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Exposé et statistiques :

2022-2023

Réalisation d'un sondage téléphonique pour évaluer la satisfaction de la clientèle utilisatrice des services des organismes d'employabilité de la région de Chaudière-Appalaches.

Coût: 25 700,00 \$

Firmes: Stratégie organisation et méthode SOM inc.

Sondage visant à connaître les personnes expérimentées dans la région de Laval

Coûts: 65 692,51 \$ Firme: SOM sondages

Sondage auprès des entreprises lavalloises pour connaître les enjeux et les meilleures pratiques auprès de la main-d'œuvre

Coût: 49 880,00 \$ Firme: MCE conseil

Sondage auprès des travailleurs expérimentés de la région des Laurentides

Coût : 46 222,60 \$ Firmes : Léger Marketing

Diane Gabrielle Tremblay, chercheure

Sondage hybride (Web et téléphonique) visant à établir un portrait de la situation actuelle et les besoins en matière d'hébergement permettant de loger la main-d'œuvre qu'on attire dans la région des Laurentides

Coût: 80 850,00 \$

Firme: M. André Jean Lauzon

L'enquête sur les pratiques de formation en emploi au Québec en 2021

Coût : 382 000,00 \$ financé par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO)

Firme: Institut de la statistique du Québec (ISQ)

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle au regard de la qualité de l'information qui lui est transmise (indicateur 1.2.2) et sur le degré de satisfaction de la clientèle du Ministère à l'égard des services reçus (indicateur 1.4.1) auprès des clientèles des centres d'appels et de celles qui utilisent les services offerts en ligne du Ministère

Coût : 27 400,00 \$ (montant global pour les deux ans 2021-2022 et 2022-2023) incluant les travaux liés au sondage au point suivant)

Firme: Groupe DDM

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle au regard de la qualité de l'information qui lui est transmise (indicateur 1.2.2) et sur le degré de satisfaction de la clientèle du Ministère à l'égard des services reçus (indicateur 1.4.1) auprès des clientèles qui utilisent les services sur place ou par téléphone offerts par les bureaux de Services Québec

Coût: 41 400,00 \$ (montant global pour les deux ans 2021-2022 et 2022-2023)

Firme: Marketing Léger Inc.

Sondage pour mesurer le degré de connaissance de l'offre de services de Services Québec auprès de la population (indicateur 1.1.1)

Coûts: 45 800,00 \$ (montant global pour les deux ans) Firme: Stratégie Organisation et Méthode SOM Inc.

Suivi post-intervention auprès des entreprises aidées par les services publics d'emploi Sondage en ligne transmis aux employeurs aidés par les mesures et services aux entreprises du Ministère, en lien avec leurs perceptions quant aux résultats des interventions et leur satisfaction envers les mesures et services reçus

Coût: 32 000,00 \$ Firme: Advanis inc.

Intégration, maintien en emploi et progression professionnelle de personnes handicapées au sein de petites et moyennes entreprises du Québec : obstacles, facteurs facilitateurs et besoins du point de vue de l'employeur

Entrevues individuelles et groupes de discussion

Coût: 7 170, 26 \$

Firmes: Multiscripta et ROSEPH

Consultation sur l'intégration, la réintégration et le maintien en emploi de personnes autistes : obstacles, facteurs facilitateurs et pratiques favorables

Entrevues individuelles, groupes de discussion et questionnaire en ligne

Coût: 11 349,00 \$

Firmes : Motadits Transcription et Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH)

Attribution des contraintes sévères à l'emploi au MTESS : Perception des principaux acteurs intéressés et pistes de solution

Entrevues individuelles et groupes de discussion

Coût: 110 000,00 \$

Firme: Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.

Documentation des freins à l'accès à l'aide financière de dernier recours, au Programme objectif emploi et à certaines mesures fiscales chez les personnes en situation d'itinérance et pistes de solutions

Entrevues individuelles Coût: 35 725,00 \$

Réalisé à l'interne (sauf pour la transcription des verbatim – Firme : Multiscripta)

Évaluation de la campagne de promotion des métiers d'avenir

Coût : 14 900,00 \$ Firme : Léger

Sondage effectué par Synopsis, dans le cadre de l'étude portant sur le développement d'indices concernant les perceptions de la main-d'œuvre québécoise à l'égard de l'emploi et des besoins de formation.

Coût: 19 900,00 \$

Firme: Aviseo Conseil (Synopsis a agi comme sous-traitant d'Aviseo)

SOURCE: Direction de la recherche, DGGAP

COLLABORATION: DGC, CPMT, SSC, SEQ, Direction de l'évaluation

VALIDATION:

DATE: 2023-03-23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre:

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Exposé et statistiques :
Du 1 ^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :
Médias communautaires Total des dépenses réalisées au sein de médias communautaires : 61 884,48 \$ Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 8,31 %
Internet et médias sociaux
Total des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux : 276 157,23 \$ Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 37,10 %

SOURCE : Direction générale des communications

DATE: 24 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de

RG-45

Titre:

organisme.
Aucun montant n'a été dépensé par le Ministère en 2022-2023 pour l'achat de crédits carbone.

Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

RG45_03-15_BSM.doc

COLLABORATION: SSGRI

2023-03-20

SOURCE:

DATE:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Titre:

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

Exposé et statistiques :				
L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation				

SOURCE: DGRH **COLLABORATION**: **VALIDATION**: **DATE**: 2023-03-16

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées

Exposé et statistiques :
Les coûts liés à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action se font à même les budgets de fonctionnement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).
Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2020-2023 est disponible sur le site Internet du MESS :
https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Plan_action_handicape_2020-2023.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

DATE: 14 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:

h) Plan d'action de développement durable.

Exposé et statistiques :

- Le plan d'action de développement durable (PADD) 2022-2023 a été adopté le 22 juin 2022.
- Il couvre la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023 et comprend trois actions.

Action 1.1 : Revoir le processus de prise en compte des critères écoresponsables dans l'attribution des contrats.

- La refonte du processus est presque complétée. Le Ministère est confiant de la compléter d'ici le 31 mars 2023.
- La cible établie est de 10 % du nombre des acquisitions devant être responsables.
- En date du 28 février 2023, la proportion des acquisitions responsables est de 6,94 %.
- Budget prévu et sommes investies pour revoir le processus : S. O.

Action 2.1 : Mettre en œuvre le processus d'évaluation de la durabilité des interventions ministérielles.

- La cible établie est d'évaluer 40 % des interventions ministérielles.
- La cible est atteinte : 72,7 % des interventions ministérielles ont été évaluées.
- Budget prévu et sommes investies pour mettre en œuvre le processus : S. O.

Action 3.1 : Réaliser des engagements financiers dans des programmes de soutien financier durable par l'intermédiaire du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

- Cet indicateur ne comportait pas de cible.
- Du soutien financier durable a été octroyé par l'entremise de l'appel de projets « économie verte et transformation numérique » du Programme Ambition-Compétences.
- Sommes investies en 2022-2023 : en date du 28 février 2023, les montants versés aux entreprises, organismes et coopératives sont de 14 607 674,50 \$.
- Budget prévu en 2022-2023 : 23 000 000,00 \$.

Conclusion:

- Le PADD 2022-2023 est disponible sur le site de Québec.ca.
- Les résultats du PADD 2022-2023 seront publiés dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023.

SOURCE: Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION: SSGRI, SEQ, SMO

VALIDATION: DATE: 2023-03-21

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre:

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Exposé et statistiques :
Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

SOURCE : DGRH **COLLABORATION : VALIDATION : DATE :** 2023-03-15

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Titre:

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 20 octobre 2022, une dépense de 97 219 \$ a été effectuée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail.

Catégorie de dépenses	Montant remboursé ¹
Allocation forfaitaire pour l'aménagement du bureau à domicile - Employés réguliers	67 876,79 \$
Allocation forfaitaire pour l'aménagement du bureau à domicile - Employés occasionnels	29 342,11 \$
Total	97 218,90 \$

¹Les données présentées excluent le portefeuille travail.

Pour la période du 21 octobre 2022 au 28 février 2023, une dépense de 58 030 \$ a été effectuée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail.

Catégorie de dépenses	Montant remboursé
Allocation forfaitaire pour l'aménagement du bureau à domicile - Employés réguliers	47 704,57 \$
Allocation forfaitaire pour l'aménagement du bureau à domicile - Employés occasionnels	10 325,05 \$
Total	58 029,62 \$

Ainsi, une dépense totale de 155 248 \$ a été effectuée pour le remboursement d'achats de matériel requis pour le télétravail pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-16

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Titre:

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Exposé	et	statistiques	:
--------	----	--------------	---

a) <u>Les sommes dépensées</u>:

24 000 \$1

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) <u>Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière</u> :

24 000 \$1

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère :

 $\frac{https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/accesinformation/contrats-engagements-financiers}{}$

¹Cette dépense est pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : DGRH **COLLABORATION : VALIDATION : DATE :** 2023-02-23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Titre:

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de stagiaires reçus:

Au 22 février 2023, on dénombre 62 personnes ayant œuvré comme stagiaires au Ministère au cours de la période 2022-2023.

b) Heures de stages effectuées:

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Rémunération totale déboursée :

Au 22 février 2023, la rémunération des stagiaires pour la période 2022-2023 s'élève à 312 480,91\$.

SOURCE : DGRH COLLABORATION : VALIDATION : DATE : 2023-02-27

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre

ministère est responsable de l'application. Ventiler par Loi et articles, depuis 5 ans.

RG-61

Titre:

Evnogé et statistiques .
Exposé et statistiques :
Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité
sociale a perçu un montant de 869 \$ en vertu des lois dont le Ministère est responsable de
sociale a perçu un momant de 809 \$ en vertu des fois dont le ministère est responsable de
l'application.

RG61_03_23_BSM.doc

VALIDATION: DATE: 2023-03-16

SOURCE: DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION: SPSQ, SSGRI-DCR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64			
Titre:			
Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeuble.			
Exposé et statistiques :			
Le Ministère ne possède aucun actif immobilier.			

SOURCE:

Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources

informationnelles

DATE: 2023-03-15

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-68

Titre:

Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :
Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE: DGRH **COLLABORATION**: **VALIDATION**: **DATE**: 2023-02-23

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les

ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RG-69

Titre:

posé et statistiques :	
Aucun comité n'a été formé en 2022-2023.	

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance **COLLABORATION :** BSM / SEQ / SSGRI / CGAP / SSSAP / SRE / SSC / SPSQ

DATE: 23 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

NR-27 (Liste des questions non répondues)

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.

Exposé et statistiques :

Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour certains secteurs prioritaires

	1		
Mesures	État d'avancement	Budget prévu (2022-2023)	Sommes investies ¹ (2022-2023)
Augmenter le nombre de personnes admissibles au COUD – général dans les secteurs priorisés.	Mesure mise en œuvre	3 M\$	3,3 M\$
Allouer 475 \$/semaine en soutien du revenu bonifié aux personnes sans emploi qui suivent une formation.	Mesure mise en œuvre	43 M\$	33,7 M\$
Accroître le nombre de personnes bénéficiant du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) (Aides familiaux).	Mesure mise en œuvre	0,2 M\$	0,2 M\$
Augmenter le nombre d'éducatrices qualifiées en améliorant l'accès à une démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC).	Mesure mise en œuvre	9,3 M\$	5,3 M\$
Qualifier des éducatrices en offrant des formations rémunérées en alternance travail-études dans le cadre du Programme de formations de courte durée (COUD_SGEE) privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT.	Mesure mise en œuvre	35,7 M\$	39,4 M\$
Former davantage de travailleurs en TI par le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications (PRATIC).	Mesure mise en œuvre	30,3 M\$	65,8 M\$
Formation de courte durée avec stage en entreprise (COUD-TI).	Mesure mise en œuvre	11,3 M\$	0,9 M\$
Soutenir financièrement les entreprises du secteur des TI dans la formation de leurs travailleurs, la gestion des ressources humaines et le recrutement à l'extérieur du Québec.	Mesure mise en œuvre	20,0 M\$	4,2 M\$
Permettre à un plus grand nombre de chômeurs et de travailleurs de suivre des formations universitaires courtes à temps complet, à temps partiel ou en formation continue.	Mesure mise en œuvre	5,5 M\$	12,4 M\$
Blitz de référencement et soutien financier aux participants à la formation courte (90 heures) pour les candidats au statut d'éducateur non qualifié (SGEE).	Mesure mise en œuvre	1,2 M\$	0,03 M\$
Former des personnes sans emploi avec le Programme d'aide à la requalification par l'augmentation de la formation (PARAF).	Mesure terminée	1,2 M\$	15,3 M\$

¹ En date du 17 février 2023

SOURCE : Direction de la coordination sectorielle et des projets spéciaux **COLLABORATION** : Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION:

DATE: 27 mars 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

NR-33 (Liste des questions non répondues)

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Les mesures inhérentes au plan d'action des services publics d'emploi sont financées par le volet « intervention » du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) En 2022-2023, le budget est de 1 375,5 M\$.
- Les services publics d'emploi exercent une gestion par fonds et non par programme. Ainsi, chaque mesure des services publics d'emploi ne dispose pas d'un budget spécifique.
- La mise-en-œuvre des mesures des services publics d'emploi est continue, donc on ne peut parler d'état d'avancement comme tel.
- Les dépenses comptabilisées dans le cadre des mesures des services publics d'emploi s'élèvent à 1 111,2 M\$ en date du 17 février 2023.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION:

VALIDATION:

DATE: 27 mars 2023

RGNR33_03-27_BSM.doc

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-NR37 (Liste des questions non répondues)

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.

Exposé et statistiques :

n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027

Le Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027 constitue l'un des projets qui visent à améliorer la qualité et l'accès aux services à la population. Il comporte neuf mesures articulées autour de trois axes :

- Axe 1 : Mieux informer et guider la population en matière de démarches à faire lors d'un décès
- Axe 2 : Réduire le volume et le délai des démarches requises lors d'un décès
- Axe 3 : Faciliter les démarches par des changements législatifs

Le Plan d'action prévoit un investissement d'un peu plus de 7 M\$ à terme et pour la première année de mise en œuvre, les sommes investies sont présentées dans le tableau suivant :

Mesures	Budget prévu 2022- 2023	Montants investis 2022-2023	État d'avancement
Mesure 1 : Offrir des outils pour informer les citoyens des droits et responsabilités	S.O.	S.O.	Réalisée à 95 %. Les outils Web seront mis en ligne à compter du 31 mars 2023 :
relatifs à un décès			https://www.quebec.ca/famille- et-soutien-aux-personnes/deces
Mesure 2 : Orienter les citoyens vers les démarches qui les concernent	S.O.	S.O.	Réalisée à 95 %. Une liste de démarches séquencées en fonction du profil citoyen sera disponible sur à compter du 31 mars 2023 : https://www.quebec.ca/famille-
Mesure 3 : Aider et accompagner les citoyens dans leurs démarches	S.O.	S.O.	et-soutien-aux-personnes/deces Réalisée à 30 %. Cette mesure est dépendante des mesures 1 et 2.
Mesure 4 : Faciliter l'identification du liquidateur d'une succession	420 000,00 \$	28 072,61 \$ Les montants sont en date du 31 décembre 2022 et le MJQ n'a pas comptabilisé le travail effectué entre le 1er janvier et le 31 mars 2023.	Réalisée à 10 %. Le dossier d'affaires est en cours.
Mesure 5 : Accélérer l'inscription d'un décès au registre de l'état civil	*Ce montant exclut les sommes en provenance du gouvernement fédéral. Le budget total, incluant l'apport du gouvernement fédéral	1 026 976,00 \$ Le gouvernement fédéral a fourni un financement de 2 500 000 \$ pour la réalisation de cette mesure, dont la première partie a été	Cette mesure a été réalisée à 100%.

	était de 1 026 976,00\$\$	utilisée en 2021-2022. La somme indiquée représente le solde de ce financement, plus le 470 000 \$.	
Mesure 6 : Informer rapidement les ministères et organismes du décès d'une personne afin de réduire le fardeau administratif des familles (2 parties)	226 000,00 \$	0,00\$ Les sommes ont été investies lors des travaux de la partie 1 en 2021-2022 (225 775,00 \$).	Partie 1 réalisée à 100 % (entente avec Revenu Québec). Partie 2 – 0 % (entente avec Retraite Québec). Ce volet est planifié pour 2026-2027.
Mesure 7 : Simplifier les recherches testamentaires à la Chambre des notaires du Québec et au Barreau du Québec	S.O.	S.O.	Réalisée à 5 %. Les travaux ont débuté en janvier 2023.
Mesure 8 : Simplifier les règles entourant la liquidation d'une succession	S.O.	2 125,00 \$ Cette somme a été dépensé en services professionnels	Réalisée à 5 %. Travaux débutés.
Mesure 9 : Proposer des modifications législatives pour simplifier les démarches et diminuer les délais	S.O.	S.O.	Réalisée à 15 %. Modifications aux articles 122 et 123 du Code civil du Québec afin de permettre aux personnels infirmiers de signer le constat de décès (mesure 5).
Total	1 116 000,00 \$	1 057 173,61 \$	

SOURCE : Direction générale des stratégies d'évolution de l'offre de services et de

l'édition officielle

COLLABORATION: Direction des projets de développement de l'offre de services

VALIDATION: S.O.

DATE: 11 avril 2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

NR-39 (Liste des questions non répondues)

Titre:

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).

Exposé et statistiques :

- Le 14 mai 2022, le gouvernement du Québec lançait le Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 : *Engagés pour nos collectivités* (PAGAC), accompagné d'un investissement de 1,1 G\$ sur 5 ans. Ces sommes incluent 30 M\$ d'autofinancement.
- Le PAGAC représente le premier plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire en 15 ans.
- Le PAGAC vise la mise en œuvre de 29 mesures portées par 23 ministères et organismes gouvernementaux (MO).
- Le Plan d'action est une réponse aux préoccupations et recommandations soulevées lors des consultations tenues en 2019-2020.

Travaux de mise en œuvre des mesures du PAGAC

- 24 des 29 mesures du PAGAC sont en démarrage, dont 13 sont déjà effectives auprès des organismes communautaires, soit :
 - 1.1.1 Augmenter le financement gouvernemental en appui à la mission globale des organismes communautaires;
 - 1.1.2 Soutenir de nouveaux organismes communautaires;
 - 1.2.1 Favoriser l'augmentation du nombre d'adhérents au régime de retraite et à l'assurance collective;
 - 1.2.2 Soutenir les organismes communautaires dans la gestion de leurs ressources humaines;
 - 1.2.3 Favoriser l'accès à la formation continue pour le personnel des organismes communautaires;
 - 2.1.2 Encourager le bénévolat chez les jeunes dans les établissements scolaires (sous la responsabilité de Secrétariat à la jeunesse);
 - 2.1.5 Maintenir l'aide financière pour rendre accessibles aux Québécoises et Québécois d'expression anglaise les services offerts par des organismes d'action communautaire francophone (sous la responsabilité du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise);
 - 2.2.2 Accompagner les organismes communautaires pour assurer une transformation numérique adaptée à leurs besoins;
 - 3.1.1 Renforcer le réseau des corporations de développement communautaire dans leurs efforts de concertation territoriale;
 - 3.1.2 Soutenir l'arrimage local des Carrefours jeunesse-emploi du Québec, notamment dans leur contribution à la réussite éducative des jeunes adultes;
 - 3.2.4 Consolider le rôle de coordination et de service-conseil du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale auprès des MO;
 - 4.1.3 Promouvoir et valoriser la Semaine nationale de l'action communautaire autonome;
 - 4.2.3 Soutenir le partage et le développement de bonnes pratiques pour une intervention agile en situation de crise ou auprès de personnes vulnérables.
- Les investissements du PAGAC (incluant l'autofinancement) pour sa première année de mise en œuvre (2022-2023) représentent 160 M\$, dont 118,2 M\$ en soutien à la mission globale.
- L'information disponible ne permet pas de détailler l'ensemble des sommes distribuées à ce jour par les MO visés. Voir cadre financier du PAGAC :
 https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/PL pagac 2022-2027 MTESS.pdf

SOURCE: Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire COLLABORATION: Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire.

DATE: 28 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

NR-73 (Liste des questions non répondues)

Titre:
Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les
plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les
sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale
sur la main-d'œuvre 2018-2023
Exposé et statistiques :
a. Budget prévu et les sommes investies en 2022-2023
Le budget prévu et les sommes investies pour la SNMO en 2022-2023 ont été rendues
publiques et se retrouvent sur internet : <u>Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023</u>
Gouvernement du Québec (quebec.ca)

b. État d'avancement de la SNMO

L'état d'avancement de la SNMO en 2022-2023 a été rendu publique et se retrouve sur internet : <u>Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 | Gouvernement du Québec (quebec.ca)</u>.

SOURCE: Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION: S/O **VALIDATION**: S/O

DATE: 18 mars 2023

RGNR73_03-21_BSM.doc

Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements **généraux**

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

G-01				
Fitre : Liste des voyages <u>hor</u>	s Québec pour l'a	nnée financière	2022-2023	
Exposé et statistiques :				
2022-2023 : Aucun.				

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre:

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023:

Exposé et statistiques :

2022-2023:

Endroit	Date(s)	Objet	Participant	Coût ventilé
Val D'Or	14-15 juillet 2022	Réunion du Conseil d'Administration	Michael Wilson, Directeur général par intérim	
		Déplacement		2096 \$
		Repas		110 \$
		Hébergement		134 \$

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre:

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

Exposé et statistiques :

Broderie Select F24671	89 \$
Connec Outdoors Vêtements	748 \$
I. Simard: Connec Outdoor Vêtements	761\$
I. Simard: LG Chabot Broderie	675 \$
W Communication Vêtements promotionnel	1 779 \$
Yvon Courchesne – Équipements de chasse/trappage	1 250 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. Inscrire le lien Internet. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements

médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

RG-04			

Titre:

Exposé et statistiques :		
Aucune.		

RG04_03-31_OSECC.doc

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-31

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Titre:
La liste des dépenses en formation de communication
Evnosó at statistiques :
Exposé et statistiques :
Organisée par le ministère ou l'organisme :
Aucune.
Donnée par un professionnel ou une firme externe :
Aucune.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-31

RG-05

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

n		Λ	-
к	Ųт.	-W	١

Titre:

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023.
Exposé et statistiques :
Aucun.
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

I		•	7		Λ	Λ
ı	≺	l	1	-	u	7

Titre:

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
Exposé et statistiques :
Aucun.
Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internent du Tableau de bord en ressource informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableau debordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre:

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totauls réeles pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

Aucun

- a) les coûts estimés par année : cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle a déjà répondu par d'autres sous-questions de cette même question.
- b) les coûts totaux réelles pour l'hébergement de données : 0\$
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : 0\$
- d) la liste des fournisseurs : Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.
- e) une copie du plan de déploiement : cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits ou elle a déjà répondu par d'autres sous-questions de cette même question.

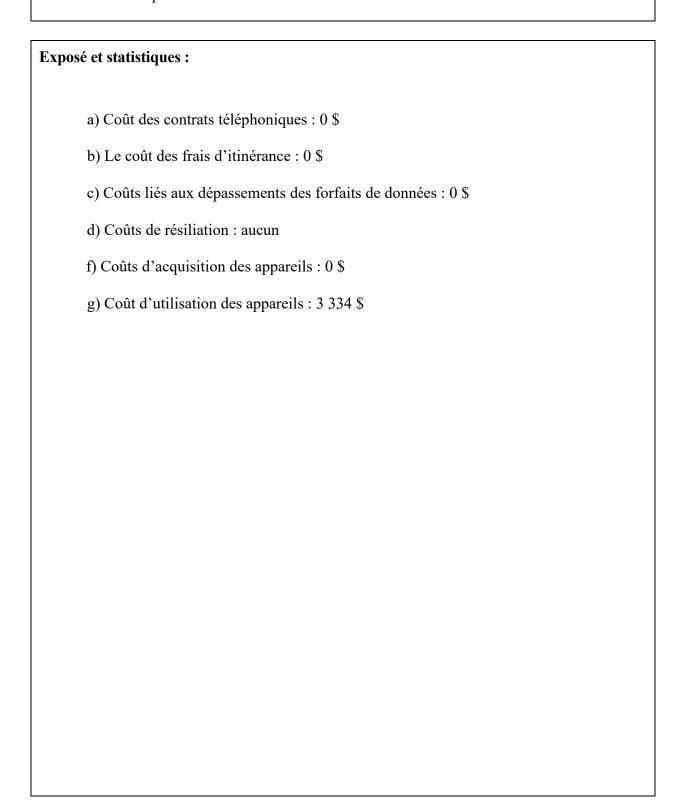
SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre:

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 de chaque dépense reliée à la téléphonie.



SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION: VALIDATION:

DATE: 2023-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre:

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

Exposé et statistiques :

Pour 2022-2023 et prévisions 2023-2024:

a&b) Par tranches d'âge:

	Total		Autochtone & Anglophone	
Tranches d'âge	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 35 ans	2	12	1	9
35 ans et plus	15	88	10	91
TOTAL	17	100	11	100

a&b) Personnel masculin et féminin:

	Nombre		Pers	onnel
Catégorie	d'employés	%	féminin	masculin
Cadre supérieur	2	12	0	2
Professionnel	2	11	1	1
Technicien	12	71	9	3
Personnel de bureau	1	6	1	0
TOTAL	17	100	11	6
% DU TOTAL			65	35

a&b) Anglophone & Autochtone:

Catégorie	Nombre	Autochtone &
		Anglophone
Cadre supérieur	2	0
Professionnel	2	1
Technicien	12	10
Personnel de bureau	1	0
TOTAL	17	11
% DU TOTAL	100	64

- c) Nombre total de jours de maladie : 67
- d) Nombre de personnes ayant une réserve de congés de maladie : Aucune

Pour 2022-2023:

e) Nombre total d'heures supplémentaires : Aucune

f) Nombre total de jours de vacances :

inore total c	ie jours ac	dealless.				
Journées de vacances						
Avril	21	Août	38	Décembre	9	
Mai	30	Septembre	46	Janvier	17	
Juin	15	Octobre	52	Février	0	
Juillet	22	Novembre	28	Mars	7	

- g) Nombre de personnes ayant une réserve de jours de vacances : Aucune
- h) Nombre d'employés qui reçoivent une rémunération du ministère et une prestation de retraite :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

i) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail:

Catégorie	2022-2023	2023-2024	Territoire de travail
Cadre supérieur	2	2	Québec
Professionnel	1	1	Québec
	1	1	Baie-James
Technicien	2	2	Québec
	10	10	Baie-James
Personnel de bureau	1	1	Québec
TOTAL	17	17	

- k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :
- 1) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

m) Nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

n) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Pour 2022-2023 seulement:

o) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi : Aucun

Pour 2022-2023:

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Pour 2022-2023 seulement:

q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région :
 1 poste vacant à Chisasibi
 1 poste vacant à Québec

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre:

- a) Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées:

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Aucun
- c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Aucun

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre:

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

Exposé et statistiques :

Siège social

Emplacement: Édifice Champlain, Bureau 1100

2700, boulevard Laurier, Québec (Québec)

Superficie: 245,73 m²
Coût total: 66 539\$
Durée du bail: 5 ans

Propriétaire: Société de commandite DMA Laurier Québec

Dix (10) bureaux locaux dans les différentes communautés cries

Mistissini

Emplacement: Mistissini (Québec)

Superficie: 30,66 m²
Coût total: 12 518 \$
Durée du bail: 1 an

Propriétaire: Nation crie de Mistissini

Chisasibi

Emplacement: Chisasibi (Québec)

Superficie: 135,08 m²
Coût total: 50 787 \$
Durée du bail: 10 ans

Propriétaire: Nation crie de Chisasibi

Waskaganish

Emplacement: Waskaganish (Québec)

Superficie: 11,15 m²
Coût total: 3 900 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Première nation crie de Waskaganish

Waswanipi

Emplacement: Waswanipi (Québec)

Superficie: 11,24 m²
Coût total: 7 800 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Première nation crie de Waswanipi

Wemindji

Emplacement: Wemindji (Québec)

Superficie: 16,72 m²
Coût total: 8 278 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Nation crie de Wemindji

Eastmain

Emplacement: Eastmain (Québec)

Superficie: 11,15 m²
Coût total: 7 200 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Association des trappeurs cris

Whampagoostui

Emplacement: Whapmagoostui (Québec)

Superficie: 17.09 m²
Coût total: 12 000 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Association des trappeurs cris de Whapmagoostui

Nemaska

Emplacement: Nemaska (Québec)

Superficie: 12,26 m²
Coût total: 4 200 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Association des trappeurs cris de Nemaska

Oujé-Bougoumou

Emplacement: Oujé-Bougoumou (Québec)

Superficie: 11,15 m²
Coût total: 3 900 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Nation crie d'Oujé-Bougoumou

Washaw Sibi

Emplacement: Amos (Québec)

Superficie: 8,55 m²
Coût total: 6 600 \$
Durée du bail: Aucun bail

Propriétaire: Association Washaw Sibi Eeyou

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre:

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Exposé et statistiques :
Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures: Aucun

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre:

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :
Aucun.
L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année

2022-2023, en indiquant pour chaque individu:

Titre:

posé et statistiques :		
Non applicable.		

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce

n	\sim		•	۱
ĸ	ΥŢ	-2	U.	Į

Titre:

Exposé et statistiques :	
Aucun.	

DATE: 2023-03-31

COLLABORATION: VALIDATION:

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics,

D	$m{\Gamma}$	$^{\circ}$	2
ĸ	U	-4	J

Titre:

parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.
Exposé et statistiques :
Aucun.
Aucun.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications

D	•	7	1	1
ĸ	l	т-	٠z	4

Titre:

posé et statistiques :		
Aucun		

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION: VALIDATION:

DATE: 2023-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

D		1	_
ĸ	l i	r-2	

П	[itre	•

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

xposé et statistiques			
Aucune.			

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre:

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

Exposé et statistiques :

a) Nom du site Web: www.chasseurcri.ca / www.creehunter.ca

b) Firme : Développement interne

c) Coûts de construction du site : -

d) Coûts d'hébergement et d'entretien : 26\$US mensuellement, pour la construction d'un

nouveau site web avec Squarespace

e) Coût de modernisation :

f) Fréquence des visites : Cette question ne semble pas pertinente à

l'exercice de l'étude de crédits.

g) Coûts liés aux noms de domaine : 450\$ pour 10 ans

h) Fréquence de mise à jour : Cette question ne semble pas pertinente à

l'exercice de l'étude de crédits.

i) Responsable du contenu : Cette question ne semble pas pertinente à

l'exercice de l'étude de crédits.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou

rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

D1	7	\mathbf{r}	7
1/(J-	`_	,

Titre:

posé et statistiques :			
Aucune.			
11uuuno.			

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à

chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023.

D	\boldsymbol{C}	7 Q
17	U.	-20

Titre:

Exposé et statistiques :		
Expose et statistiques.		
Non applicable.		

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

n		2	,
к	lт).:)

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :	
Aucune.	

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre:

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :
Catégorie d'emploi : cadres Bonis : 11 222\$

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION:

VALIDATION : DATE : 2023-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

D		2	_
ĸ	۱T.)	. 7

Titre:

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023: le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Exposé et statistiques :
En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel
des cabinets de ministre.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

n		2	
к	(T)	n

п•			
	ŧ١	rΔ	•

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.

Exposé et statistiques :	
Prime de départ : Aucune	

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION:

VALIDATION : DATE : 2023-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre:

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

Exposé et statistiques :

a) la dépense totale (opération et capital) :

174 000 \$

b) les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

La réponse sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

La réponse sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION: VALIDATION:

VALIDATION: DATE: 2023-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre:

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations :
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations :

Exposé et statistiques :	
2022-2023:	
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	982 \$

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43	
Titre : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme.	
Exposé et statistiques :	
Aucun.	

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44			

Titre:

Po	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme.			
Expos	é et statistiques :			
a)	Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant : 0%			
b)	Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant : 0%			

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou

RG-45	
--------------	--

Titre:

de l'organisme.

Exposé et statistiques :	
Expose et statistiques.	
Aucun	

RG45_03-31_OSECC.doc

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-31

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

G-46 Fitre: Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:			
kposé (et statistiques :		
	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation		

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

D		1	7
к	ΥŢ	-4	. /

	•			
1	L i	۲ı	rΔ	•

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024 :

Expose et statistiques :
Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

D		40
ĸ	۱т.	-4ი

CEC 4	
Itro	•
11111	

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure: h) Plan d'action de développement durable.

Expose et statistiques :
Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale

SOURCE : Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre:

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Exposé et statistiques :
Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de

KG-32

Titre:

remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
Exposé et statistiques :
2022-2023 : 0 \$

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Titre:

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

Exposé et statistiques :
a) Les sommes dépensées : Aucune
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière : Aucune
Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploisolidarite-sociale

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Titre:

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;

Exposé et statistiques :

Consultants en ressources humaines :

2022-06-30 AVRH inc Facture F-4316 2022/04/15	5 625 \$
2022-06-13 Piron & associés#01151	4 125 \$
2022-09-13 Piron & Associés#01223	618 \$
2022-11-06 Piron & Associés #01275	1 377 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploisolidarite-sociale

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Titre:

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :				
a)	Nombre de stagiaire reçus : aucun			
	Rémunération totale déboursée : 0 \$			

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre

ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

D	\sim	1	
К	T-	O I	

Titre:

Exposé et statistiques :		
expose et staustiques:		
Aucun		

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris COLLABORATION :

VALIDATION: DATE: 2023-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Titre:					
Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.					
Exposé et statistiques :					
Meubles: 152 000\$					
Nicuoles : 102 0000					
Aucun bien immeuble					
Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures: La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire					
Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures: Aucun					

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

COLLABORATION: VALIDATION: DATE: 2023-03-31

RG-64

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-68

Titre:

Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :
Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères

RG-69			

et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Titre:

Exposé et statistiques :	
Non applicable.	

SOURCE : Office de la sécurité économique des chasseurs cris